



MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES N°AFR-2025-0199

AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT

5 Rue Roland-Barthes
75012 PARIS

**OBJET : REALISATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE POUR LE PROJET
SECURITE CIVILE MAURITANIE CMR1276**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCES

SOMMAIRE

L'Agence Française de Développement	3
1. Contexte et justification de l'étude	4
1.1. La Mauritanie est confrontée à un accroissement des risques, aggravés par le changement climatique et à des enjeux sécuritaires	4
1.2 Le bénéficiaire : l'acteur principal de la Protection Civile mauritanienne - la DGSCGC. 6	
1.3 Les partenaires du secteur	11
1.4 Problématique identifiée	15
2. Le projet en instruction.....	16
2.1 Objectifs généraux et spécifiques	16
2.2 Composantes envisagées pour le projet.....	17
2.3 Financement du projet.....	21
2.4 Mode opératoire envisagé pour le projet.....	22
2.5 Hypothèses et risques critiques.....	24
3. Objectifs et contenu de l'étude de faisabilité proposée	25
3.1 Objectifs de l'étude	25
3.2 Etendue des services et tâches attendues du Prestataire	26
3.3 Points d'attention particuliers	34
3.4 Composition de l'équipe et qualification demandées	36
3.5 Méthodologie attendue.....	37
3.6 Rapports demandés et calendrier des livrables	38
3.7 Points divers	39

L'Agence Française de Développement

Etablissement public au cœur du dispositif français de coopération, l'Agence Française de Développement (AFD) agit depuis près de quatre-vingt ans pour **lutter contre la pauvreté** et **favoriser le développement** dans les **pays du Sud**. Elle soutient également le dynamisme économique et social des **Outre-mer**.

Au moyen de **subventions**, de **prêts**, de **fonds de garantie** ou de **contrats de désendettement et de développement**, elle finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires dans le **renforcement de leurs capacités**.

L'AFD finance et accompagne des projets et programmes de développement qui soutiennent une croissance économique plus durable et partagée, améliorent les conditions de vie des plus pauvres, contribuent à la préservation de la planète et aident à stabiliser les pays fragiles ou en sortie de crise.

Les équipes de l'AFD, basées à Paris, Marseille et dans son réseau de **quatre-vingt-cinq agences** et représentations dans les pays en développement et dans les **Outre-mer français**, lui permettent d'offrir à ses partenaires des financements, des instruments d'analyse et de couverture du risque et une ingénierie de formation et de renforcement des capacités.

Sa filiale **Proparco** soutient les investissements privés. L'intégration au 1^{er} janvier 2022 de l'établissement public **Expertise France** permet également de renforcer l'offre du Groupe en matière d'ingénierie et de mise en œuvre de projets.

Le service prescripteur du présent marché, la Division Gouvernance (**GOV**), appartient à la Direction « Solutions du Développement Durable » (SDD). L'étude sera suivie par le Pôle « Modernisation de l'Action Publique » de la division GOV, en lien étroit avec la Division Fragilités, Crises et Conflits (**CCC**).

1. Contexte et justification de l'étude

1.1. La Mauritanie est confrontée à un accroissement des risques, aggravés par le changement climatique et à des enjeux sécuritaires

Vaste pays de 1.030.700 km², la Mauritanie dispose d'importantes ressources naturelles et agro-pastorales. En dépit de ce potentiel, l'économie mauritanienne est fortement vulnérable aux chocs exogènes et aux risques de catastrophes naturelles surtout associés au changement climatique. Le pays est principalement touché par les risques suivants :

- Les feux de brousse sont les premiers responsables de la dégradation et de la destruction des pâturages, et détruiraient chaque année entre 50.000 et 250.000 ha de pâturages au niveau des 7 wilayas agro-sylvo-pastorales du pays, dont le Hodh el Gharbi et le Hodh ech Chargui¹. Entre 2008 et 2022, près de 1438 feux de brousse auraient détruit 25 593 km² de pâturages, soit plus de 2,6% de la superficie du territoire national², dont seulement 16% est disponible pour le pâturage³ et moins de 0,5% pour les activités agricoles⁴.
- Les crues et inondations, auxquelles la vallée du fleuve Sénégal et le Hodh el Gharbi sont particulièrement exposés. Les effets du changement climatique s'y illustrent par une intensification des pluies diluviennes qui provoquent d'importants dégâts humains et matériels dans des territoires urbains peu préparés et dans des régions rurales dont les sols sec et étanches limitent l'infiltration de l'eau. Les inondations de juillet 2022, touchant principalement les municipalités d'Egjert et de Sava dans le Hodh el Gharbi, auraient ainsi provoqué 14 décès, affecté 28 926 personnes, détruit 3817 maisons et entraîné la perte de 766 têtes de bétail⁵.
- Les chaleurs extrêmes et sécheresses qui s'intensifient perturbent les cycles de transhumance et de l'agriculture en zone irriguée et sèche.
- L'érosion côtière, observable sur le long de la côte Atlantique du pays, elle a déjà un impact visible sur les grandes villes côtières (Nouadhibou, Nouakchott...) et entraîne un risque important de submersion marine (voir ci-dessous) à moyen terme, ces villes étant en partie sous le niveau de la mer.

Au-delà des effets immédiats en termes de pertes de vies humaines, de bétail, et de dégradation ou de destruction des moyens de subsistance des populations, l'intensification de ces événements climatiques extrêmes et catastrophes naturelles entraîne ou contribue à des risques sociaux et de conflits importants. En effet, ces phénomènes entraînent des mouvements de populations internes qui modifient les équilibres entre les territoires, peuvent entraîner une pression accrue sur les ressources naturelles et une densification non planifiée de certains espaces, entraînant des tensions autour de la gestion de ces ressources, de l'accès au foncier ou aux opportunités économiques.

Les phénomènes climatiques extrêmes sont aussi un facteur d'accélération des tensions et conflits quand les ressources naturelles partagées sont affectées par un choc climatique (diminution de la ressource en eaux par exemple). Ces phénomènes affectent différemment les femmes et les hommes, du fait de leurs rôles et leurs statuts différents au sein des communautés, les femmes étant par exemple souvent contraintes de parcourir de plus

¹ Ministère de l'Environnement. (2023). Communication en Conseil des ministres n°38/MEV/2023, relative à la campagne nationale de lutte contre les feux de brousse (2023/2024). République islamique de Mauritanie.

² Ibid

³ Ibid.

⁴ Ministère de l'Agriculture. (2015). *Plan National de développement agricole (PNDA). 2015-2025*. République islamique de Mauritanie.

⁵ IFRC. (2024). *DREF Operation – Final Report. Mauritania. Flood*.

grandes distances pour accéder à l'eau et au bois, tout en assumant des rôles traditionnels qui les rendent plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Les femmes enceintes et les enfants sont parmi les groupes les plus exposés.

En plus de ces différents risques climatiques, la Sécurité civile est confrontée aux risques suivants :

- Les risques technologiques engendrés par les activités industrielles, le transport ou le stockage de matières dangereuses... Ces risques se retrouvent principalement dans les zones industrielles, les ports, les dépôts de munitions ainsi que sur les axes empruntés par les sociétés de transport de marchandises et parfois dans les centres urbains. Les accidents technologiques sont souvent accompagnés de pollutions atmosphériques, terrestres, fluviales ou maritimes et ont de fait un impact plus ou moins long sur l'environnement ;
- Les risques anthropiques (noyades, accidents routiers, accidents domestiques, feux d'ordures, feux électriques et feux de marché, de pirogues dans les ports, effondrements de galeries sur les sites d'orpaillage traditionnel, ou de bâtiments...) ;
- Les risques liés à la maîtrise des animaux dangereux (chiens enragés, serpents, abeilles...) ou des personnes souffrant de troubles psychiatriques ;
- Les risques sociaux et sécuritaires, et notamment les sujets liés à la prise en charge des migrants dans les zones côtières, qui prennent une importance croissante.

Les situations d'urgence résultant de ces risques nécessitent un engagement conséquent de l'ensemble des acteurs de la Sécurité civile. L'exploitation prochaine des ressources gazières, l'ouverture d'axes stratégiques Nord-sud, la fabrication d'hydrogène vert, l'augmentation des activités portuaires, l'accroissement des flux migratoires à l'intérieur et au large des côtes du pays nécessitent de poursuivre les efforts consentis par les autorités mauritaniennes et ses partenaires au développement au profit de la Sécurité civile.

La montée en puissance de la DGSCGC se matérialise par l'augmentation du nombre de sorties réalisées au plan national, passé de 1 948 en 2019 à 4 084 en 2024. De manière globale, les feux (y compris de détritux) représentent environ 40% des sorties, majoritairement sur Nouakchott et Nouadhibou. Cependant, les accidents de circulation ont enregistré une forte augmentation dans les années récentes, passant de 100 à environ 600 par an. Cela a amené le gouvernement à renforcer les mesures de prévention routière, qui ont permis de faire redescendre ces chiffres à 200 interventions sur l'année 2024.

Compte tenu des moyens – y compris humains - insuffisants dont disposent les sapeurs-pompiers, les délais d'intervention sont longs pour répondre aux situations d'urgence impliquant de nombreuses victimes et nécessitent la mise en place d'un dispositif de commandement spécifique s'articulant autour du Centre National de Gestion de Crises.

1.2 Le bénéficiaire : l'acteur principal de la Protection Civile mauritanienne - la DGSCGC

La question de la sécurité civile et de la gestion des crises a vu son niveau de priorité remonter dans les politiques nationales et d'importantes réformes institutionnelles ont été mises en œuvre à partir de 2019.

1) Délégation Générale à la Sécurité Civile et à la Gestion des Crises (DGSCGC)

Depuis 2019 on assiste à une montée en puissance des sujets de protection civile, avec la création de la Délégation Générale à la Sécurité Civile et à la Gestion des Crises (DGSCGC), qui remplace la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC), passant d'un statut de Direction centrale du ministère de l'Intérieur à celui d'une structure de sécurité civile bénéficiant d'une autonomie administrative et de gestion ainsi que de moyens humains et budgétaires accrus. Le cadre législatif et réglementaire a également été plus largement renforcé.

Le décret n° 357 – 2019 du 1er octobre 2019 fixe les attributions du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et l'Organisation de l'Administration Centrale de son Département, et transforme la DGPC en DGSCGC. Il prévoit qu'elle s'organise en quatre (4) directions et un centre spécialisé :

- Direction de la Prévention et du Contrôle ;
- Direction de la Planification et de la Coordination des Secours ;
- Direction de la Logistique et des Infrastructures ;
- Direction des Moyens Généraux et des Relations Extérieures ;
- Centre Opérationnel de Veille, d'Alerte et de Conduite de Crises (COVACC) qui préfigure le Centre National de Gestion des Crises

Il est complété par le décret n°181-2021 du 29 décembre 2021 portant organisation et fonctionnement de la Délégation Générale à la Sécurité Civile et à la Gestion des Crises. Un nouveau statut pour le personnel de la DGSCGC est adopté en 2021 (Loi n°2021-009 du 26 février 2021), et précise que les personnels de la Sécurité Civile constituent un corps des forces de sécurité qui relève, directement, de l'autorité du Ministre chargé de la Sécurité Civile. Cette loi est complétée par le Décret n° 2024-067 portant application de certaines dispositions de la loi n°2021-009.

Enfin, le décret n°2023-142, portant réaménagement de l'organisation des secours d'urgence pour la gestion des urgences, institue les organes de pilotage de la réponse aux crises :

- un Comité interministériel sous présidence du Premier Ministre, chargé d'analyser les informations relatives à une situation d'urgence et de prendre les décisions concernant la mobilisation des moyens de réponse ;
- une Cellule permanente de coordination et de suivi, chargée d'appuyer le comité ;
- une Commission technique d'intervention, sous la présidence de la DGSCGC (qui s'est réunie une fois en 2024, suite à la montée des eaux du fleuve), qui supervise le dispositif opérationnel d'intervention. Cette commission existe également au niveau décentralisé avec des comités régionaux, départementaux et communaux en fonction des besoins : les comités territoriaux sont sous présidence des autorités locales, et la mise en œuvre des opérations reste pilotée par la DGSCGC ou par ses directions régionales.

Il existe également un projet d'arrêté encadrant la préparation des plans ORSEC prévus dans le cadre réglementaire.

2) Les instances de concertation spécialisées

Outre la Commission technique d'intervention, précédemment citée, il s'agit notamment du **Centre national de gestion des crises**, qui est un outil d'aide à la décision des pouvoirs publics, mais doit être appuyé pour son opérationnalisation (fourniture de moyens de transmission sécurisés et d'équipements informatiques). Il est l'outil interministériel de coordination des efforts et de gestion des crises. Il abrite la coordination nationale des opérations, et la coordination de la circulation d'informations (montante et descendante).

Il se décline en 4 centres régionaux, dits Centres de Coordination Opérationnelle (CCO), localisés à Nouakchott, Nouadhibou, Rosso et Néma, et dotés de moyens de communication (dont VHF). Il existe également un CCO "projetable", unité mobile dotée de VHF et liaison satellitaire, basée à Nouakchott, et qui a été récemment testée à Ghabou (Guidimakha). Les moyens des Centres de Secours sont mobilisables par les CCO. Le déploiement des CCO dans les autres wilayas fait partie des objectifs. Ce dispositif, à date, reste peu opérationnel, faute de ressources humaines et de maintenance - à l'exception du CCO de Nouakchott Ouest.

Le centre dispose d'outils informatiques, qui rencontrent cependant des difficultés de mise à jour et de maintenance (en complément d'un sujet plus global de mise à jour des serveurs) :

- Une application créée sur mesure, servant à connecter les CCO et au partage d'informations en temps réel ;
- Un dispositif de tracking des véhicules des centres de secours ; les véhicules équipés du dispositif (cartes SIM) ont, depuis, été réformés, et les nouveaux véhicules ne sont pas équipés. Le système de carte SIM ne fonctionnait que quand les véhicules roulaient ;
- Un système d'alerte des populations via l'envoi de SMS et messages vocaux (avec ciblage des appels vers les zones concernées par l'alerte).

Le centre s'appuie sur une équipe de 14 personnes, dont une présence de 3 personnes 24h/24 dans la salle opérationnelle, en mode "veille" de suivi des alertes dans les régions. En cas de crise de grande ampleur, ces équipes sont renforcées et des points focaux sont mobilisés à partir des différents ministères concernés. Ce dispositif renforcé n'a pas été activé à date. Le centre dispose par ailleurs désormais d'un arrêté portant sur son organisation et son fonctionnement, qui devrait faciliter son opérationnalisation.

Le rôle du CNGC/CCO, à partir de la remontée d'informations depuis les centres de secours, est de jauger de l'ampleur de la crise, et des moyens à mobiliser pour y répondre. Il existe trois niveaux d'activation :

- Veille : gestion courante des opérations ;
- Posture renforcée : en anticipation d'un événement ;
- Posture de crise : armement des cellules opérationnelles des centres ; les walis ont le pouvoir de réquisition.

Le dispositif de gestion des crises a, historiquement, bénéficié d'appuis de l'OTAN, du Canada et de la France. Le programme de l'OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité (programme SPS) est axé sur ce que la science et la technologie civiles peuvent apporter comme réponses aux défis de sécurité émergents et à leurs incidences sur la sécurité dans le monde. Entre 2012 et 2016, 2,7 M€ ont ainsi été mobilisés.

Le **groupement spécialisé** dispose d'équipements permettant d'intervenir en renfort en cas de sinistre important (qu'il s'agisse d'inondations, de feux ou de risques climatiques au sens large), et de matériel permettant de répondre à des risques spécifiques (risques technologiques, éboulement, effondrement...). Il s'appuie sur une équipe de 40 personnes, dont environ 25% de femmes.

3) Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Le Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD) a parmi ses mandats l'amélioration de la résilience au changement climatique, **la réduction des risques de catastrophes**, et la lutte contre les pollutions. Le décret 057-2014 du 11 mars 2014 fixant les attributions du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable et l'organisation centrale de son département prévoit dans qu'il assure la coordination des actions concernant la prévention des risques majeurs d'origine technologique ou naturelle.

En pratique, le Ministère de l'Environnement gère surtout la partie "amont" des crises : élaboration du plan national d'adaptation - qui inclut les sujets de réduction des risques de catastrophe, revue des plans de prévention des risques du secteur minier. Le sujet des feux de brousse relève de la Direction de la Protection et de la Restauration des Sols et des Ecosystèmes, qui réalise des campagnes de prévention annuelles dans la vallée du fleuve et les régions de l'Est, et lance une campagne de réalisation de bandes pare-feu dès la fin de l'hivernage, en collaboration avec les hakem et les maires, et avec des associations locales de gestion communautaire (ALGC). Ces dernières ont été créées avec l'appui du Ministère et de ses partenaires, et ont un mandat de gestion des ressources naturelles délégué par l'Etat (surveillance des coupes de bois, réalisation d'AGR...). Bien que les femmes soient les principales gestionnaires des ressources naturelles en milieu rural (à l'exception de l'industrie extractive), les documents de planification ne prennent pas en compte leurs besoins spécifiques, et leur participation aux processus décisionnels en lien avec l'environnement n'est pas assurée⁶.

4) L'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal et le Centre National des Ressources en Eau

En mars 1972, l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) voit le jour, s'appuyant sur un historique d'initiatives de mise en valeur du fleuve remontant au 19^e siècle. Sa création intervient dans un contexte de graves péjorations climatiques, marquée par une sécheresse persistante et sévère qui dévaste toute la vallée. Le Mali, la Mauritanie, le Sénégal puis la Guinée en 2006 décident d'unir leurs efforts pour maîtriser la disponibilité de l'eau et rechercher les moyens d'une exploitation rationnelle et coordonnée des ressources du bassin. Son observatoire de l'environnement est en charge d'organiser la collecte et le traitement des données produites par différentes sources et nécessaires au suivi de l'environnement du fleuve Sénégal, de détecter, sur la base des données et informations collectées, les situations à risque, et de diffuser l'information. La DGSCGC reçoit les données de l'OMVS sur le niveau du fleuve.

Le Centre National des Ressources en Eau (CNRE) est un établissement public à caractère administratif créé par décret n°2001-077 du 12 juillet 2001. Il est placé sous tutelle du Ministère en charge de l'hydraulique (actuellement Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement). Il a pour mandat de mettre en œuvre, à l'échelle du territoire national, la Politique de l'Etat en matière de gestion durable des ressources en eau. A ce titre, son mandat inclut théoriquement des actions d'alerte précoce - dont l'installation de dispositifs de suivi et d'alerte au niveau des principaux barrages, mais il n'a, à ce jour, pas été en capacité de travailler sur ce sujet, même si une station d'alerte existe dans le Tagant.

5) Les Garde-Côtes

Selon la loi n°2013-041 en date du 12 novembre 2013 portant création d'une structure dénommée Garde côte Mauritanienne, celle-ci est placée sous l'autorité du Ministre chargé des pêches maritimes. Elle est chargée du suivi, du contrôle, de la surveillance civile des

⁶ https://www.feddai.com/files/suite_contenu/pdf/4-15_1715857974_profil_genre_mauritanie_mai_2022.pdf

activités de pêche, de la recherche et du sauvetage en mer dans les eaux sous juridiction mauritanienne. Elle peut étendre, en tant que de besoin, ses activités à toute autre partie du territoire national.

Elle assure la coordination et le sauvetage en mer et constitue le service national de recherche et de sauvetage au sens des dispositions de la Convention internationale de recherche et de sauvetage maritimes signée le 27 avril 1979 à Hambourg.

6) Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU)

En décembre 2019, un petit projet de prise en charge des victimes d'accidents routiers a débuté, et a abouti à l'idée de mettre en place un SAMU pour la prise en charge de toutes les urgences. Cette mise en place est effective depuis 2022, avec un appui historique et apprécié de la coopération espagnole et du SAMU madrilène. En 2024, le SAMU dispose d'un centre d'appel avec numéro unique (101, gratuit), et Nouakchott est doté de 9 bases d'intervention (sur 11 prévues). Un groupe de médecins urgentistes a été mis en place et formé. Il existe plus de 22 bases sur les axes routiers, fixes sur l'axe Nouadhibou - Nouakchott et mobiles sur les autres axes. Le SAMU a désormais le statut d'EPA. Entre 2019 et 2024, le SAMU a réalisé 2 029 interventions et pris en charge 6 644 victimes, dont 4 168 blessés légers et 2 836 blessés graves.

En 2025, le SAMU prévoit son extension nationale, en commençant par l'établissement du SAMU du littoral (couvrant la route entre Nouadhibou et Rosso - dont les centres de sécurité routière seront transformés en bases polyvalentes, et qui gardera la responsabilité de fonctions transversales comme la formation). Cela sera suivi de l'établissement des SAMU centre, nord, est et sud. Il est prévu que chaque SAMU soit indépendant, avec un statut d'EPA, pour leur permettre une autonomie de recrutement et d'approvisionnement. Il est aussi envisagé l'acquisition de ressources mobiles spécialisées (néonatalogie, hélicoptage en discussion avec la DGSCGC et l'armée de l'air).

Le SAMU est ouvert à une collaboration plus formelle avec la DGSCGC : il participe conjointement à certains exercices de simulation, et des missions conjointes ont été organisées en Roumanie dans le cadre d'un ancien projet de l'OTAN. Autant la DGSCGC que le SAMU ont exprimé un intérêt à la mise en place d'un protocole de coordination - associant éventuellement aussi la police. Le SAMU a également évoqué l'idée de la mise en place d'un centre d'appel et de dispatch commun, tout en indiquant que cela était peut-être un peu prématuré.

7) Les acteurs de la société civile

Le **programme national de volontariat** en Mauritanie – Watanouna – a été créé par l'arrêté n° 0455/MEJS du 30 juin 2020, abrogé et remplacé par l'arrêté n°1323/MCJSRP du 11 novembre 2021. Il dispose d'une collaboration ancienne avec France Volontaires pour le développement du volontariat national. Le programme est apte à conclure et signer des conventions avec ses partenaires pour la mobilisation de volontaires. Celle-ci demande environ 2 mois, sauf pour le bénévolat où elle peut être plus rapide. Le nombre de volontaires et la durée de leur engagement sont à discuter au cas par cas en fonction des activités à mener. La plateforme du volontariat a été récemment lancée et compte environ 1 000 inscrits, mais l'ancienne base de données recensait 7 000 volontaires (les données spécifiques sur la participation des femmes seront à rechercher). Ceux-ci peuvent être mobilisés selon trois modalités :

- Le volontariat national : missions de 4 à 12 mois, sous contrat de volontariat, avec une compensation pouvant varier de 5 000 à 9 000 MRU ;

- Le service civique de courte durée : missions de 2 semaines à 4 mois, sur lettre d'engagement, et avec des conditions financières similaires ;
- Le bénévolat : pour des missions de 1 à 15 jours, sur engagement verbal.

Le programme a un fort intérêt pour les questions d'environnement, qui peuvent être liées à la protection civile. Des actions de sensibilisation sur les feux de brousse ont par exemple été menées en décembre 2024 par une centaine de volontaires dans le Gorgol et le Hodh Ech Chargui. A Kiffa et dans l'Adrar, des formations de volontaires à la réduction des risques de catastrophes et aux premiers secours ont été organisées en collaboration avec les directions régionales de la DGSCGC. Watanouna peut aisément être mobilisé sur des actions de sensibilisation, ou sur la mise en place de brigades de jeunes.

Le **Croissant Rouge Mauritanien**, créé en 1970, s'appuie sur 56 sections locales réparties sur le territoire national mais de niveau d'activité variable, et sur un réseau d'environ 5 000 volontaires (les données spécifiques sur l'implication des femmes dans les programmes de volontariat, ou la prise en compte de leurs besoins en tant que bénéficiaires des actions pourront être utiles à obtenir). Ceux-ci sont principalement actifs sur les questions de gestion des foules, de santé à base communautaire, d'assainissement et de réponse aux catastrophes (sécurité alimentaire). Les volontaires du réseau sont mobilisés bénévolement mais bénéficient d'un remboursement de frais quand les travaux durent plus de 4 h (300 MRU /j).

Le Croissant Rouge travaille, en partenariat avec la Croix-Rouge Française, sur les questions de migration, et de sécurité alimentaire et la mise en place de banques de céréales. Il élabore actuellement un programme de contingence qui permettrait de mobiliser rapidement des ressources en réponse à l'insécurité alimentaire. Il travaille, avec la Fédération internationale, à la mise en place d'un protocole simplifié sur la réponse aux inondations (en lien, entre autres, avec la DGSCGC). En 2024, il a apporté une réponse à la crue dans le Gorgol et le Guidimakha sur fonds européens gérés par la CRF (cash transferts aux ménages, fourniture de semences aux coopératives agricoles). Il peut délivrer des formations en premiers secours.

Par ailleurs, la recherche des causes de démarrage des feux de brousse est un facteur de tension croissant entre les populations, notamment entre réfugié.es et communautés hôtes dans le Hodh ech Chargui. Pour pallier ces risques, plusieurs initiatives de jeunes volontaires ou de la société civile existent, par exemple des « **brigades de volontaires** » composées de réfugié.es ont été mises en place pour lutter contre ces feux (sensibilisation, prévention et extinction). Le recensement (avec données désagrégées par genre) et l'appui à ce type d'initiatives ou leur réplique sur d'autres parties du territoire en termes de veille/alerte sur les catastrophes est une piste intéressante.

1.3 Les partenaires du secteur

1) La Coopération Monégasque

Historiquement, la sécurité civile a été le premier secteur de coopération entre Monaco et la Mauritanie. Ce partenariat, démarré en 1996 avec le Corps des Sapeurs-pompiers de Monaco, n'a cessé depuis de se développer. La signature d'un Accord-cadre sectoriel entre Monaco et la Mauritanie en 2016 a consacré la protection civile comme un domaine de coopération privilégié entre les deux Etats. Sur la période 2004-2021, près de 2M€ ont été alloués à la coopération en matière de sécurité civile.

Le protocole d'accord 2019-2021 avait permis, notamment :

- la mise en place d'une équipe de formateurs interne à la DGSCGC assurant la formation initiale des nouvelles recrues, pour la première fois en Mauritanie,
- l'acquisition d'équipements et de matériels de secours aux victimes, de lutte contre les incendies, les feux de brousse et les inondations,
- la fourniture d'une assistance technique externe pour la réforme du cadre réglementaire et législatif.

Dans le cadre du protocole d'accord en cours 2022-2024, doté d'un budget de 450 000 euros, l'appui apporté porte sur le renforcement des moyens humains par la formation initiale et continue, le renforcement des moyens d'intervention par des équipements et des matériels, notamment dans les domaines de lutte contre les inondations et les feux de brousse, et enfin le renforcement des compétences de la DGSCGC dans la mise en œuvre de projet de développement de sécurité civile via la fourniture d'une expertise technique externe.

Des discussions sont en cours pour formaliser avant l'été une nouvelle convention 2025-2027, sur une enveloppe équivalente, qui pourrait, sous réserve de confirmation, se focaliser sur :

- La poursuite des appuis à l'équipe de formateurs de la DGSCGC ;
- Le partage d'une expertise pour développer une formation en maintenance des équipements ;
- L'achat d'équipements pour accompagner le renforcement du maillage territorial de la DGSCGC.

Les fonds monégasques sont mobilisés sur la base de plans d'actions annuels, et restent gérés à Monaco – même si, à terme, l'intention est de transférer cette gestion à la DGSCGC.

La coopération monégasque avait appuyé la réalisation d'une étude de dimensionnement du centre de formation souhaité par la DGSCGC, mais n'avait pas les ressources pour financer sa construction. C'est pourquoi elle s'est concentrée depuis 2019 sur l'appui à la mise d'une équipe de 14 formateurs pour la DGSCGC.

2) La Banque Mondiale

Le pays s'est doté d'une Stratégie Nationale en Protection Sociale en 2013. Au niveau national, la mise en œuvre de la stratégie est coordonnée par le Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion du Secteur Productif, et par le Ministère de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Famille. Pour assurer une coordination des différents acteurs de la protection sociale, un comité de pilotage multisectoriel a été créé par décret le 8 janvier 2014.

Plus récemment a été mise en place la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte contre l'Exclusion, Taazour, directement rattachée à la Présidence et hissée à un rang ministériel. Elle met notamment en œuvre deux principaux programmes de filets sociaux :

- Le programme Tekavoul de lutte contre la pauvreté structurelle et chronique.
- Le **programme Elmaouna** contre la pauvreté conjoncturelle, sous tutelle de Taazour, mais mis en œuvre par le CSA, offre une assistance en espèces d'un montant de 450 MRU (12 EUR) / personne/ mois sur quatre mois (montant recalculé chaque année) aux ménages affectés par un choc (période de soudure, inondations).

Les deux dispositifs de transferts monétaires s'appuient pour leur ciblage sur la base de données du Registre social. Ils sont financièrement et techniquement appuyés depuis 2015 par le programme PASyFiS de la Banque Mondiale (avec des contributions de l'AFD).

La Banque Mondiale a approuvé en 2024 un prêt de politique publique de 48 MUSD, dont une composante de contingence de 24 M USD. Cet appui vise globalement à renforcer les fondations de la gestion fiscale et gestion de la dette et celles d'une économie compétitive et résiliente au climat. Cet appui complète et s'adosse sur des financements existants de la Banque Mondiale en matière de développement urbain des villes secondaires (projet

Moudoun), de filets sociaux, et d'appui à l'Observatoire du Littoral. Certains indicateurs spécifiques du prêt portent sur des sujets liés à la gestion des risques de catastrophes :

- Concernant la réponse aux urgences, un indicateur prévoit la création des Comités régionaux d'urgence, avec un objectif de 100% à échéance 2027, contre 80% actuellement ; il est aussi prévu que les instruments de réponse aux catastrophes ventilent leurs données par sexe, âge et situation de handicap, en lien avec le projet PASyFIS.
- Concernant l'urbanisme, il s'agit de doter, d'ici 2027, 25% des villes secondaires de schémas directeurs d'urbanisme ; 10 schémas sont en cours de rédaction avec l'appui du projet Moudoun ;
- Enfin il est attendu que 20% des zones côtières soient incluses dans la cartographie de l'Observatoire du Littoral.

La part contingente du prêt peut être mobilisée si un état de catastrophe de niveau 1 a été déclaré en réponse à un événement d'origine naturelle ou sanitaire, en accord avec les articles 17 à 19 du décret 2023-142. La déclaration est faite par arrêté signé par le premier ministre, qui précise l'extension géographique et la durée de l'état de catastrophe.

Par ailleurs, et comme évoqué supra, dans le cadre de son projet d'appui à la décentralisation, le projet Moudoun, la Banque Mondiale va contribuer à l'équipement des centres de secours de Rosso et de Kaedi en matériels de pompes, en drones, en embarcations. Il est également prévu d'acquérir des tentes pouvant permettre de centraliser les services d'intervention lors d'opérations de grande envergure sur le terrain.

3) L'OTAN

La Mauritanie a adhéré au Dialogue méditerranéen de l'OTAN en 1995, ce qui fait d'elle un partenaire de longue date de l'Organisation. En 2013, la Mauritanie a rejoint le programme OTAN de renforcement de la formation « défense », qui fournit aux pays participants un soutien pratique sur mesure pour le développement et la réforme de leurs établissements d'enseignement militaire supérieur. Des appuis ont été apportés au dispositif de gestion des crises mauritanien (cf. supra), mais les appuis en cours ou possibilités d'appuis futurs doivent être éclaircis.

4) Les agences des Nations-Unies

Le **PNUD** a travaillé avec la DGPC puis la DGSCGC depuis 2018 au travers d'un financement ECHO sur la réduction des risques de catastrophes et la résilience. Il s'agissait d'un projet pilote sur deux moughataas de l'Assaba, visant à faciliter la remontée d'informations sur les risques sanitaires et risques de catastrophes. A cette fin, des observatoires de suivi des vulnérabilités avaient été mis en place au niveau des communes, et les informations remontées étaient insérées dans une base de données. Dans le cadre de ce projet, la DGPC avait reçu des formations et des équipements.

Un autre petit projet sur financement de UNDRR, dit de "human security", avait également travaillé sur la résilience urbaine à Rosso, Kaedi, Bogué, Tintane et Tavrigh-Zeina. Dans le cadre de ce financement, la DGSCGC avait bénéficié de formations et de voyages d'études (Italie, Tunisie...).

Depuis 2019, un projet régional sur la résilience au Sahel concerne 7 pays dont la Mauritanie. Les activités en Mauritanie ont débuté en fin 2021. Après deux premières phases de 7 MUSD chacune, une troisième phase dotée d'un budget de 5 MUSD est en cours jusqu'en juin 2026, pilotée par le bureau régional du PNUD basé au Nigéria. Le projet dispose de 5 composantes:

- La disponibilité de données facilitant la prise de décision, grâce à l'établissement d'une base de données d'évaluation des pertes liées aux catastrophes ; en Mauritanie, cette base de données sera logée à la DGSCGC, où sera positionné un expert du PNUD ;
- La gouvernance des risques : mise en place de stratégies nationales de réduction des risques de catastrophes ;
- La préparation au relèvement, en impliquant la société civile et les milieux académiques ;
- La résilience urbaine, avec la mise en place des cadres de résilience (une ville par pays, en Mauritanie il s'agit de Kaédi) et celle de plans d'action dans les zones transfrontalières du projet ;
- La mobilisation des partenaires régionaux et internationaux.

Par ailleurs, dans le cadre de la réponse COVID, le projet a contribué à la mise en place, dans chaque wilaya, de comités régionaux chargés des urgences, qui doivent néanmoins être redynamisés. Les OSC mauritaniennes impliquées sur le projet sont notamment Au secours, active dans la vallée du fleuve, et ADICOR (Appui au Développement Intégré des Communautés Rurales), présente dans les Hodhs.

L'**OIM** intervient sur la prévention des risques liés aux migrations le long des frontières, et principalement sur les côtes, en interaction avec la DGSCGC. Depuis 2022, un mécanisme de coordination a été mis en place avec l'appui de l'OIM et du HCR, et définit le rôle des différents acteurs, dont la DGSCGC, dans l'aide aux migrants. Ce mécanisme est en cours de révision pour s'adapter à l'évolution des flux migratoires (après une baisse des flux en 2022 et 2023, l'année 2024 a enregistré un pic de migrations, et cette tendance devrait se poursuivre avec un déplacement des couloirs de migration de la Méditerranée vers l'Atlantique).

Le mandat de la DGSCGC s'inscrit dans les questions de protection des droits, avec plusieurs défis à relever :

- La gestion des dépouilles des migrant.es décédé.es : actuellement un seul véhicule est affecté au transport des dépouilles, et l'unique morgue se trouve à Nouadhibou ;
- Le maillage territorial : si auparavant la plupart des débarquements se faisait à Nouadhibou, leur nombre augmente désormais à Chami et Nouakchott.

Actuellement ces sujets sont surtout gérés par la garde-côte. L'OIM prévoit donc d'organiser des formations (droits humains, secours en mer, droit maritime) principalement au bénéfice des garde-côtes.

Par ailleurs, l'OIM travaille avec la DGSCGC sur la prévention des risques, principalement dans le Guidimakha et le Hodh Ech Chargui, au travers du développement de plans de contingence, et l'achat de quelques équipements, y compris de Sécurité civile. Un exercice de simulation transfrontalier avec le Sénégal a été organisé, que l'OIM souhaiterait reproduire. Il dispose également d'un outil de suivi des corridors de transhumance du bétail, qui repose sur la mobilisation de comités de veille communautaires. Ces derniers sont également actifs sur les sujets de feux de brousse (remontée d'information sur les départs de feux) et de veille inondation, et pourraient être un pendant communautaire de la DGSCGC.

Le **HCR** intervient principalement dans le Hodh Ech Chargui, en appui aux 262 000 réfugié.es (dans et hors du camp). Par cette voie, il contribue aux actions de prévention et de lutte contre les feux de brousse, problème qui s'intensifie depuis quelques années, en collaboration avec l'ensemble des acteurs de la région. Ce travail s'appuie sur un réseau de points focaux réfugiés (le nombre de femmes parmi les points focaux sera à clarifier) qui joue un rôle l'alerte précoce sur les départs de feu dans et autour du camp. Deux cent personnes sont identifiées et enregistrées comme appartenant aux brigades pare-feu. Bien que non optimal, le système fonctionne. Par ailleurs, un budget annuel est dédié à la réalisation (manuelle) de bandes pare-feu. En 2022, ce sont 300 km de pare-feu qui ont été réalisés. En 2024, 30 000 USD ont permis de réaliser 50 km, et 50 km ont été réalisés indépendamment par des volontaires.

1.4 Problématique identifiée

Fin septembre 2024, la DGSCGC a formalisé officiellement à l'AFD une demande de financement destinée à appuyer l'atteinte de ses objectifs, définis dans son plan stratégique de développement 2024-2027. Cette requête était accompagnée d'un descriptif des besoins, basé sur le nouveau plan stratégique quadriennal (établi en janvier 2024) de la DGSCGC. Ces besoins portent notamment sur :

- Le renforcement du maillage territorial et des capacités de réponse de la DGSCGC, qui n'est actuellement présente que dans 12 wilayas sur 15, et dont les délais d'interventions sont allongés par la distance qui sépare les postes de secours existants ; ces derniers ne sont pas toujours adéquatement armés pour répondre aux risques de leurs territoires.
- La création d'une école nationale de la sécurité civile pour la formation initiale et continue des pompiers : l'absence de plateaux techniques ne permet pas de dispenser correctement des modules pourtant essentiels.
- La mise en place d'une infrastructure de transmissions, d'un système de gestion des alertes et des opérations (SGA-SGO) et d'un système d'alerte précoce (SAP).
- Un appui au réseau de partenaires essentiels de la DGSCGC sur le terrain : collectivités territoriales, société civile, populations (sensibilisation).

La DGSCGC est présente dans 12 wilayas sur 15, avec 21 centres de secours. Sur le plan immobilier, le siège de la DGSCGC à Nouakchott est en phase finale de construction sur budget national. En régions, les autorités administratives et locales rencontrées pendant la mission d'identification menée par les équipes de l'AFD mettent en avant les moyens limités dont dispose la Sécurité civile, son installation dans des locaux parfois exigus et inadaptés, et les rayons d'action très vastes dans lesquels elle peut être appelée à intervenir (jusqu'à 100 ou 120 km) et qui entraîne des délais parfois importants d'intervention. Elles notent cependant, leur bonne collaboration avec les directions régionales de la Sécurité civile et les postes de secours. Des demandes ont été exprimées pour l'installation de postes de secours supplémentaires, notamment à Tiguert et Magta-Lahjar. La mission a visité les directions régionales et centres de secours de Rosso, Kaédi, Bogué et Aleg. Seul le centre d'Aleg est dans des locaux considérés comme répondant à un plan architectural normé et approprié.

L'équipement standard d'un centre de secours consiste en un camion incendie, une ambulance et un véhicule de liaison, auxquels peuvent s'ajouter d'autres engins adaptés aux risques spécifiques auxquels fait face le centre (embarcations, kits de désincarcération etc.). L'essentiel des équipements existants a été acquis sur budget national, avec parfois également des dons de partenaires, par exemple :

- en 2021, une ambulance et un camion CCF (camion-citerne feu de forêt) remis par une association française,
- Des embarcations par la coopération française,
- Deux ambulances par la coopération monégasque.

Les autorités administratives et locales soulignent le manque d'équipements de sécurité civile à disposition dans les régions. Certaines localités disposent de poteaux d'incendie, mais qui ne sont pas tous fonctionnels et/ou aisément accessibles (par exemple à Kaédi, seules 2 poteaux sur 5 ou 6 fonctionnent, au marché et vers l'aéroport ; à Rosso, le seul poteau est inaccessible au centre du marché). La caserne centrale, de même que les centres de secours visités pendant la mission, fonctionnent avec une/des réserve(s) pour leur approvisionnement en eau. Les réserves ne sont pas toujours optimales par rapport aux besoins (taille, temps de remplissage). La mise en place d'une potence serait nécessaire au niveau de la caserne pour améliorer l'efficacité des interventions.

Depuis 2024, la DGSCGC est équipée de 3 drones de reconnaissance (avec 6 pilotes formés) donnés par la coopération française. Ces drones ont une portée théorique de 8 km, généralement réduite à 2-3 km en milieu urbain du fait des interférences liées aux bâtiments. Les demandes sont fortes de disposer de drones en régions. Des camions types CCF et CCR (camion-citerne rural) ont également été acquis en 2024 et seront prochainement déployés sur le terrain. L'acquisition et le positionnement d'embarcations sur certains des centres de secours de la vallée du fleuve a permis de renforcer les capacités d'intervention en réponse aux risques nautiques.

Le numéro unique d'appel 118 fonctionne théoriquement presque sur l'intégralité du territoire. Lors des visites de terrain, seul le centre de secours d'Aleg a signalé des dysfonctionnements de ce numéro. Ceux-ci sont compensés par la diffusion de certains des numéros du personnel du centre, et par le fait que les victimes de sinistres appellent souvent en premier lieu les autorités administratives et locales, qui peuvent relayer les alertes vers le centre de secours.

La DGSCGC manque de recul sur les sujets de maintenance des équipements. La priorité est donnée à l'achat d'équipements rustiques, nécessitant peu d'entretien. Un atelier de maintenance des véhicules existe sur la caserne de Nouakchott et l'entretien des véhicules des centres de secours se fait en envoyant sur place des équipes depuis l'atelier de Nouakchott. La disponibilité de certaines pièces détachées peut poser problème.

Le budget annuel de la DGSCGC est d'environ 80 M MRU (un peu moins de 2 M€) pour les investissements et autant pour son fonctionnement. La demande initiale pour 2025 incluait une hausse du budget d'investissement à 110 M MRU, qui pourrait être prise en compte en loi de finance rectificative de 2025. La maintenance des équipements n'est pas spécifiquement ciblée dans le budget de fonctionnement. Il est néanmoins possible d'obtenir des données auprès de la Direction administrative et financière sur les dépenses de maintenances effectuées dans les années passées.

Face à cette situation, la mise en place d'un Projet d'Appui à la Sécurité Civile (PASC) en Mauritanie, objet d'une requête de financement adressée à l'AFD par la DGSCGC, permettrait d'améliorer les capacités de réponse de l'Etat aux crises et aux risques qui touchent la population, mais également les volets de prévention et gestion des risques de catastrophes, en ciblant prioritairement les zones les plus sujettes aux risques et les moins dotées en équipements.

2. Le projet en instruction

2.1 Objectifs généraux et spécifiques

Finalité

La finalité du projet est de contribuer à la mise en place d'un mécanisme opérationnel de prévention et de gestion des risques de catastrophes à travers la délivrance de services concourant à la protection et à la résilience des populations sur toute l'étendue du territoire mauritanien, en portant une attention particulière aux enjeux spécifiques des territoires ruraux les plus vulnérables à ces enjeux, ainsi qu'aux impacts différenciés des catastrophes sur les femmes et les hommes, afin de répondre aux besoins spécifiques des groupes les plus exposés.

L'objectif général consiste à renforcer les capacités de la DGSCGC afin de garantir son efficacité opérationnelle et de placer les citoyens et les citoyennes au cœur du dispositif de

Sécurité civile face à la diversification et l'accroissement des différents risques de catastrophes.

Objectif(s) spécifique(s)

OS 1 : Renforcer le maillage territorial des unités de la sécurité civile, améliorer la réponse capacitaire et créer une école nationale de la sécurité civile

OS 2 : Mettre en place une infrastructure de transmission, un système de gestion des alertes et des opérations, et un système d'alerte précoce

OS 3 : Accompagner les actions de prévention et de sensibilisation des risques menées par les collectivités territoriales et la société civile, en s'assurant que les actions de prévention et de réponse intègrent les enjeux et besoins différenciés des femmes et des hommes au sein des communautés

2.2 Composantes envisagées pour le projet

En vue de répondre à ces objectifs, le projet pourrait s'articuler autour de trois (03) composantes opérationnelles :

❖ ***Une première composante relative au renforcement de la couverture opérationnelle et de la densification du maillage territorial de la Sécurité Civile mauritanienne :***

Cette composante prévoit la **densification du maillage territorial** à travers :

- La construction de directions régionales de la sécurité civile dans les trois wilayas non couvertes (Adrar, Tagant, Tiris-Zemour), et la réhabilitation éventuelle de directions régionales existantes (Trarza, Gorgol) ; la construction d'une direction régionale est entamée dans d'Adrar, sur budget national.
- La construction de nouveaux centres de secours dans les zones qui en sont dépourvues.
- La réhabilitation, l'armement et l'équipement de centres de secours nouveaux ou existants.

Conformément aux objectifs du Plan stratégique, cette première composante permettra de (i) compléter la couverture opérationnelle dans les régions où les infrastructures sont insuffisantes voire inexistantes), (ii), réduire ainsi les délais d'intervention des sapeurs-pompiers et (iii) adapter les capacités de réponse opérationnelle en fonction des risques spécifiques identifiés sur chaque territoire.

L'étude de faisabilité devra permettre, selon les scénarios financiers, de prioriser les zones d'interventions du projet, en faisant une analyse équilibrée des sujets de maillage territorial, de densité de population, et de prévalence et de nature des risques, en cohérence avec les stratégies nationales. Une attention particulière sera portée aux zones d'accueil de déplacés forcés et les zones frontalières, qui font face à des risques spécifiques compte tenu du débordement de la crise sécuritaire et humanitaire en cours dans les pays limitrophes.

Les activités pourront comprendre, de façon non exhaustive :

- La construction de nouvelles casernes (pouvant être modulaires) et la modernisation (et/ou le déplacement et/ou l'extension) d'emprises existantes, combinant l'accessibilité à la population avoisinante à l'efficacité des interventions ; des études devront être réalisées afin d'évaluer
 - la disponibilité actuelle et future des ressources hydriques autour des emprises ;
 - les éventuelles contraintes d'accès au foncier, et notamment les risques de déplacement de personnes ou d'activités économiques liés à l'implantation des centres de secours ;

- Sur la prise en compte des besoins spécifiques au personnel féminin, ces nouvelles emprises devront être conçues et aménagées de façon à favoriser l'affectation sans entraves de personnels féminins au sein des compagnies.
- La dotation en équipements roulants et d'intervention adaptés à la spécificité des risques de chaque zone, y compris en réponse aux besoins logistiques auxquels font face les sapeurs-pompiers ;
- La formation associée à la bonne utilisation et à la maintenance de ces matériels acquis dans le cadre du projet. Ce point sera à mettre en lien avec la création de l'école nationale de sécurité civile et avec les actions de la Coopération monégasque.

Les priorités évoquées par la DGSCGC pour la période 2024-2027 sont indiquées dans le Plan stratégique pour le développement de la sécurité civile. Celles-ci seront confirmées et/ou ajustées par l'étude de faisabilité.

A des équipements de base (fourgon pompe, véhicule de secours à victimes) s'ajoutent d'autres types de moyens ajustés selon la nature des risques identifiés sur chaque territoire (feux de brousse, inondations en milieu urbain, risques industriels, etc.) : drones, embarcations pneumatiques (pour les secours fluviaux ou maritimes), véhicules de secours routiers etc. Là encore l'étude devra confirmer la pertinence des équipements dont l'acquisition est envisagée et faciliter la priorisation et les arbitrages le cas échéant. La priorisation des équipements devra être faite en lien avec les risques identifiés, différenciés pour les femmes et les hommes.

Les coûts unitaires devront être estimés dans le cadre de l'étude de faisabilité pour les équipements ainsi que leur acheminement. Autant que possible, l'étude devra estimer dans quelle mesure ces coûts sont susceptibles d'évoluer à la hausse, compte-tenu de l'inflation et du renchérissement de certaines matières premières. Par ailleurs, des structures de type modulaire pourront être étudiées au cas par cas selon les localités.

Cette composante prévoit également la **création d'une école nationale de la sécurité civile**.

Comme précédemment évoqué, la DGSCGC, alors qu'elle doit faire face à de nombreux risques en étoffant sa réponse capacitaire et son maillage territorial, connaît un déficit conséquent sur le plan des ressources humaines, son dernier recrutement datant de 2020. Elle est dans l'incapacité d'honorer plus de 50% des postes décrits en organisation, et ce sous-effectif induit de nombreux retards dans les travaux de conception de son Etat-major, désorganise une partie de la réponse opérationnelle et ne permet pas d'armer correctement une structure pourtant stratégique, le Centre National de Gestion de Crises. La DGSCGC prévoit donc, dans son plan stratégique, de renforcer ses ressources humaines par le biais d'un recrutement régulier du personnel.

Le Délégué général a entamé un plaidoyer au plus haut niveau pour **solutionner le déficit récurrent en personnel**, et un dossier a été soumis à la primature pour le recrutement de 250 à 300 personnes en 2025 (l'objectif étant d'atteindre un effectif total de 1 200 personnes à la DGSCGC d'ici 2027). En théorie, l'effectif de chaque centre de secours devrait être de 40 personnes pour permettre une rotation normale (24h de garde, 48h de repos) des équipes. En pratique, les effectifs des centres de secours sont plutôt de 10 à 15 personnes actuellement, ce qui oblige à des rotations sur 48h (24h de garde, 24h de repos) et impose aux équipes de loger dans les centres de secours, ce qui suppose de disposer de logements adaptés pour le personnel féminin.

Le **taux de féminisation** des effectifs de la DGSCGC est d'environ 20% (contre, à titre de comparaison, 15% en France, et seulement 5% sur des fonctions opérationnelles). Ce taux découle d'une volonté politique globale de féminiser l'administration. Historiquement, les pompiers étaient un corps civil, ce qui rendait également plus facile aux femmes de s'y engager, et le recrutement de femmes est alors entré dans la culture des sapeurs. Le taux de

féminisation dans les postes de secours visités était néanmoins largement inférieur à cette moyenne - bien que jusqu'à récemment le poste d'Aleg ait accueilli 8 femmes, mutées depuis (1 femme / 14-15 personnes à Rosso, 1/11 à Bogué, 0 à Kaédi car pas de possibilité de logement adapté).

Enfin, bien que disposant d'une équipe pédagogique, grâce aux appuis de la coopération monégasque, la DGSCGC n'a pas d'une **structure de formation adaptée** pour accompagner la politique de recrutement actuellement en négociation : les nouvelles recrues suivent leur formation militaire de trois mois à l'école de la Garde Nationale à Rosso, mais leur formation professionnelle est actuellement faite à la caserne centrale ou à l'école de police, dont aucune ne dispose de plateau technique spécialisé.

L'étude de faisabilité devra permettre de préciser les besoins de formation anticipés pour le nouveau personnel à recruter, ainsi que les besoins de formation continue pour l'ensemble du personnel de la DGSCGC. L'étude devra également permettre d'identifier les pistes pour maintenir et appuyer l'intégration des femmes aux effectifs de Sécurité civile, en analysant les besoins (y compris pour assurer leur évolution de carrière, participation aux processus de décision, et environnement de travail non discriminant) ainsi que les opportunités liées (par exemple, en lien avec les populations bénéficiaires, et notamment en milieu rural). Sur cette base, elle devra faire des propositions de dimensionnement et d'équipement de la future école, en s'appuyant sur l'analyse préliminaire réalisée par la Coopération monégasque sur ce dossier, qui date de 2018, et déterminer le séquençage des actions nécessaires à sa mise en place (travaux, équipement, construction des curricula en formation initiale et continue, renforcement le cas échéant de l'équipe pédagogique etc.).

Elle devra permettre d'avoir une estimation des coûts de fonctionnement et de maintenance associés, afin de s'assurer de leur soutenabilité pour la DGSCGC et les autorités mauritaniennes. Elle devra enfin identifier les synergies pouvant être développées avec les actions de la Coopération monégasque et celles du CDCS / ambassade de France en termes de renforcement de capacités.

Les centres de secours dans les wilayas ont par ailleurs aussi besoin d'être équipés en agrès et kits pour l'entraînement régulier des équipes. Ce besoin devra être quantifié.

❖ Une deuxième composante relative à la mise en place d'une infrastructure de transmission, d'un système de gestion des alertes et des opérations, et d'un système d'alerte précoce

Bien que disposant du Centre National de Gestion des Crises, la DGSCGC n'est pas en mesure de communiquer avec ses Centres de coordination opérationnelle (CCO) ou avec ses unités opérationnelles. De la même manière, les CCO ne peuvent pas suivre en temps réel les communications radio des véhicules déployés sur le terrain. Pour remédier à cette situation, la DGSCGC souhaite disposer d'un réseau de transmission HF et VHF couvrant l'ensemble de sa zone de compétence afin de suivre en temps réel chaque intervention. Ces équipements fiabiliseraient les communications opérationnelles qui se font actuellement par messagerie instantanée.

Par ailleurs, les centres de secours ne disposent pas d'outil leur permettant d'assurer le suivi des alertes et des opérations : tout se fait de manière manuscrite, qui entraîne pertes de temps et erreurs. Cela complexifie également le partage et la remontée d'informations vers le niveau central, et la consolidation de statistiques fiables et exploitables sur les opérations (à titre d'exemple, 23 jours de pompage suite à une inondation sont actuellement comptabilisés de la même manière qu'une intervention sur un accident de circulation). L'acquisition sur étagère de logiciels dédiés, facile à maintenir par le renouvellement régulier des licences contribuerait utilement à l'opérationnalisation du dispositif national de gestion des urgences.

Enfin, il serait nécessaire de remettre à jour ou remplacer le système d'alerte permettant à la DGSCGC d'envoyer des messages d'alertes aux populations, en s'assurant que le système amélioré permette d'atteindre les groupes vulnérables.

L'étude de faisabilité devra confirmer la pertinence de ces différents outils, prioriser et si nécessaire séquencer leur mise en œuvre, faire des recommandations sur le type de solution à envisager, en prêtant une attention particulière à l'efficacité des solutions choisies et à la facilité de leur mise à jour et de leur maintenance. Elle fera en outre ressortir l'ampleur des changements par rapport aux pratiques actuelles en fonction des solutions proposées, et les besoins en conduite du changement (communications, procédures, processus et autres documentation, formations etc.) pour assurer la bonne prise en main par les équipes en place.

❖ ***Une troisième composante relative aux actions de prévention et de sensibilisation des risques menées par les collectivités territoriales et la société civile:***

La DGSCGC a ***besoin d'un système d'alerte précoce*** efficace, et c'est aussi une demande relayée par les autorités administratives et locales (notamment, la nécessité de disposer de systèmes de communication fiables, cf. composante 2). Actuellement, elle reçoit les bulletins de l'Office National de la Météorologie, les données sur le niveau du fleuve de l'OMVS, les bulletins épidémiologiques de la santé et les données du Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Une circulaire ministérielle avait été communiquée à l'ensemble des institutions qui produisent de la donnée pour demander leur transmission à la Sécurité civile. En pratique, cela n'est pas systématique, et cette dynamique doit être relancée (il serait utile d'obtenir les données de l'environnement, des services vétérinaires, éventuellement de l'habitat, et celles sur le transport des matières dangereuses). Il est aussi nécessaire de former des équipes au traitement de ces informations.

En cas de catastrophe, c'est chaque segment de la société qui devient acteur de sa résilience : Etat, auxiliaires des pouvoirs publics, collectivités territoriales, société civile, communautés. La communauté représente dans ce cadre l'espace le plus adéquat pour toucher les populations à la base, *via* des canaux adaptés et des relais bien connus. Il s'agira également de garantir que les actions de prévention et de réponse intègrent les enjeux et besoins différenciés des femmes et des hommes au sein des communautés, afin d'assurer une protection adaptée et d'atténuer les risques accrus encourus par certains groupes.

A ce titre, la bonne opérationnalisation des CCO fait partie des priorités. Dans les régions, ***les autorités administratives soulignent, pour la plupart, leurs besoins de formation*** en gestion de crise, dans la mesure où elles doivent assurer le pilotage stratégique de la réponse. Il a été aussi indiqué que ces formations doivent bénéficier à l'ensemble des services techniques qui interviennent sur la gestion et la résolution de crises. Les maires ont besoin d'accompagnement pour la rédaction de leurs plans d'intervention, déclinaison locale des plans ORSEC (qui sont eux-mêmes en cours de rédaction).

L'amélioration des capacités opérationnelles de la Sécurité civile doit impérativement s'accompagner d'un renforcement de la résilience des populations à travers des activités de prévention, de sensibilisation et de contribution à la réponse par les auxiliaires des pouvoirs publics. Pour cela, il reviendra de s'appuyer sur le volontariat, autant pour la sensibilisation au risque des populations que pour constituer des réseaux d'alerte (la DGSCGC a entamé un dialogue avec Watanuna pour la mise en place d'un protocole d'accord à cet effet, et il conviendra de voir comment cette initiative peut être appuyée). Une attention particulière devra être portée à ce que les programmes de volontariat permettent une participation effective des femmes.

Sur cette base, et de manière non exhaustive, ces activités communautaires pourraient comprendre :

- Un volet de sensibilisation aux risques : prévention des risques climatiques (notamment inondations), incendies en milieu scolaire ou domestique, gestion raisonnée des feux de brousse et prévention des conflits communautaires. Il faudra s'assurer que ce volet puisse toucher les femmes notamment en milieu rural,
- Le renforcement des capacités opérationnelles des auxiliaires de la Sécurité civile : volontaires affiliés aux divers réseaux et initiatives, en s'assurant de l'implication de femmes volontaires,
- Le renforcement de capacités des autorités locales et administratives, et de manière plus large des membres des comités techniques d'intervention au niveau local ; un appui à la rédaction des plans ORSEC et plans d'intervention en s'assurant que ceux-ci prennent en compte les risques et besoins différenciés des personnes qui présentent des difficultés particulières et/ou dont la prise en charge doit être adaptée (personnes âgées, handicapées, enfants seuls...) ;
- La sensibilisation sur le mandat et les missions de la Sécurité civile, la reconnaissance de l'uniforme, journées portes ouvertes de la Sécurité civile, etc.
- Des activités de communication (messages radiophoniques, supports visuels...).

Là encore, une attention particulière sera portée aux risques spécifiques dans les zones frontalières, à la prise en compte des facteurs de vulnérabilité dans le ciblage des publics visés en priorité par ces actions (femmes, jeunes, déplacés forcés ...) ainsi qu'aux rôles et aux besoins des acteurs de la Sécurité civile pour appuyer et renforcer l'Etat à assurer l'ensemble des services publics essentiels sur l'intégralité du territoire national.

Ces activités pourront être menées, en fonction des localités et capacité des acteurs, par la Sécurité civile elle-même, les collectivités territoriales, les auxiliaires des pouvoirs publics (Croissant Rouge ou autres), les organisations de la société civile locale, etc.

2.3 Financement du projet

Le projet pourrait être financé en partie ou en totalité sur une subvention du Programme 209, possiblement dans le cadre de l'instrument de prévention des conflits et consolidation de la Paix

Les coupes importantes opérées dans le budget de la France pour 2025, notamment pour l'aide publique au développement, laissent prévoir une importante réduction des subventions disponibles, de manière globale et donc aussi plus spécifiquement pour la Mauritanie. L'enveloppe disponible n'est pas connue à date, mais pourrait s'avérer proche de 5 M€.

Cependant, l'AFD est à nouveau en capacité de proposer des prêts souverains (prêts à l'Etat ou avec garantie de l'Etat) à la Mauritanie. C'est pourquoi il pourrait être envisagé de combiner le prêt et la subvention, afin de ne pas réduire le périmètre du projet, et compte-tenu des besoins importants d'investissement :

- La subvention couvrirait essentiellement les activités « soft » du projet, l'opérationnalisation des CCO et CNGC, la structuration des réseaux de volontaires sur le terrain, le renforcement de capacités et l'assistance technique et/ou à maîtrise d'ouvrage ;
- Le prêt permettrait le financement de la partie investissements (infrastructures et équipements).

La mobilisation d'un prêt pourrait par ailleurs permettre d'y inclure, si les autorités mauritaniennes y voient un intérêt, une « clause de contingence ». Cette clause est un mécanisme de financement flexible, formalisé dans la convention de financement d'un projet AFD, destiné à permettre une réallocation rapide de fonds en réponse à une urgence ou à une crise (catastrophe naturelle, pandémie etc.) sans nécessiter de restructuration du projet ou de signature d'un avenant à la convention. L'activation de la clause de contingence est dépendante de l'occurrence d'un événement prédéfini, et repose sur une requête formelle et l'envoi de justificatifs par le gouvernement. Les fonds sont destinés aux efforts de réponse aux effets de la crise : reconstruction, restauration des services essentiels etc... La clause de contingence porte sur pourcentage à déterminer de l'enveloppe du projet, n'excédant généralement pas 20%.

Afin de tenir compte de l'incertitude sur les ressources financières et les instruments à mobiliser, il est proposé que l'étude de faisabilité procède en deux temps. En premier lieu, il s'agira de procéder au chiffrage exhaustif des besoins identifiés dans l'étude, sur la base des composantes pré-identifiées ci-dessus, et en distinguant les dépenses d'investissement de celles qui relèvent des besoins d'appui, de renforcement de capacités et de prestation intellectuelle. Dans un second temps, les actions à mener devront, en concertation avec la DGSCGC, être priorisées pour pouvoir s'inscrire dans des scénarios de financement à 10, 15 ou 20 M€ maximum. Dans chacun de ces scénarios, la part consacrée aux appuis « soft » devra être limitée à un maximum de 5 M€.

2.4 Mode opératoire envisagé pour le projet

2.4.1 Mode opératoire et pilotage du projet

La question du mode opératoire et du pilotage du projet est encore à l'étude. En effet, plusieurs modalités sont envisageables, en prenant en compte le fait qu'Expertise France dispose d'une expérience dans la mise en œuvre de projets similaires dans la sous-région (Niger, Mali...), et en fonction des outils financiers mobilisés par le projet :

Option 1 : le projet est piloté et mis en œuvre entièrement par la DGSCGC avec une assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO).

La DGSCGC ne disposant pas d'expérience pour gérer des projets de cette ampleur financés par des partenaires internationaux, il est recommandé de prévoir un dispositif d'accompagnement de l'UGP robuste à travers la mobilisation d'un opérateur (il peut s'agir soit d'un bureau d'étude ou groupement spécialisé, recruté par appel d'offres international, soit d'Expertise France, filiale de l'AFD qui dispose déjà d'une expérience dans la mise en œuvre de projets similaires dans la sous-région) pour fournir une prestation qui comprendra, outre la mobilisation d'expertise technique spécialisée, une expertise plus transversale en gestion de projet et sujets transversaux, dont la prise en compte du genre ; sur les sujets de génie civil et programmation architecturale, de finance et passation de marchés, de suivi et évaluation, de gestion environnementale et sociale.

En particulier, l'UGP sera alors assistée dans le développement des activités nécessaires à la gestion du projet : rédaction des documents techniques d'appels d'offre, suivi des chantiers, suivi évaluation et reporting, préparation des audits, etc. Cette possibilité a été évoquée pendant la mission, la DGSCGC ayant indiqué son intérêt à être accompagnée sur les sujets administratifs liés à la gestion de projet.

Option 2 : le projet est piloté par la DGSCGC et mis en œuvre par Expertise France en délégation pour la partie en subvention

Tout ou partie des subventions liées à l'opération seront déléguées à Expertise France en contractualisation directe AFD/EF selon la modalité « délégation de gestion de fonds auprès d'Expertise France ». En parallèle, une convention de partenariat tripartite sera signée entre l'AFD, EF et la République Islamique de Mauritanie, de façon à déterminer les rôles et responsabilités de chaque acteur dans le pilotage et l'exécution de cette partie du projet, qui porterait sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage définie dans l'option 1, mais pourrait être élargie à d'autres activités financées sur la subventions (les activités « soft », principalement liées à la composante 3 du projet).

La République Islamique de Mauritanie restera à la fois le bénéficiaire final et le maître d'ouvrage de facto de l'ensemble du projet, y compris des actions confiées à EF. Outre l'accord de partenariat signé avec l'Etat, la DGSCGC sera amenée à co-construire le cahier des charges des activités confiées à EF, puis à les valider auprès de l'AFD, permettant à l'Agence de délivrer un ANO auprès d'EF pour la publication le cas échéant du dossier d'appels d'offres (DAO). L'expertise technique spécialisée sera mobilisée en concertation avec la DGSCGC, de la même manière que dans l'option 1. Toutes les activités financées sur le prêt (essentiellement constructions et équipement) resteront, par nature, en maîtrise d'ouvrage de la DGSCGC.

Dans les deux cas, sur le plan institutionnel, le projet sera rattaché à la DGSCGC. Deux instances de pilotage du projet pourront par ailleurs être mises en place :

- **Une instance décisionnelle**, de type comité de pilotage, sous la présidence du Ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement Local. Il se réunira au minimum chaque année à Nouakchott et aura pour mandat de veiller au bon fonctionnement du projet, de valider les grandes étapes, ses orientations et sa ligne d'action, les éventuelles réorientations ou ajustements des actions à mener ;
- **Une instance dédiée au suivi du projet**, de type comité de suivi technique, qui aura pour mandat d'encadrer la conception, la préparation, le déroulement et le suivi des activités, sous le pilotage de la DGSCGC.

Il sera par ailleurs intéressant, quel que soit le montage retenu, de réfléchir de manière plus spécifique au pilotage de la composante 3, pour laquelle une partie au moins des activités envisagées (notamment ce qui concerne la sensibilisation des populations) pourrait être mise en œuvre par la société civile / les réseaux de volontariat, au nom et sous la supervision de la DGSCGC.

Le cas échéant, l'étude de faisabilité pourra proposer toute autre option de pilotage et de mise en œuvre du projet qui s'avère pertinente.

Le projet pouvant être financé dans le cadre de l'instrument de prévention des conflits violents et de consolidation de la paix de l'AFD dédiée à la consolidation de la paix, fera l'objet d'une analyse sensible au conflit (approche « *ne pas nuire* »), d'enquêtes de perception sur la Sécurité civile, et d'un dispositif de suivi-évaluation adapté (c'est-à-dire plus régulier, plus participatif et sensible aux conflits i.e mesurer les interactions du projet et de son contexte) de façon à mesurer les changements obtenus. L'étude devra par ailleurs identifier les activités (et les partenaires de mise en œuvre) qui pourront être déployées de manière prioritaire et rapide en début de projet, notamment dans les zones où les besoins sont les plus criants. Le projet pourrait également bénéficier d'une forte flexibilité opérationnelle, permettant de s'adapter aux changements intervenus dans le contexte ou à une évolution brutale de la situation sécuritaire (plan de financement indicatif, enveloppe non affectée, etc.).

2.4.2 Synthèse des intervenants

Acteurs impliqués	Fonction dans le projet	Points d'attention (ex. : capacités à renforcer pour le pilotage et la gestion du projet, etc.)
AFD	Structuration, financement et supervision	Démarrage rapide de l'étude de faisabilité ; Délais de l'instruction inhérents au cycle du projet AFD ; Délivrance rapide des ANO
EF / Bureau d'étude	A définir dans l'étude selon plusieurs options	En fonction de la modalité retenue
DGSCGC	Pilotage et suivi	Rôle clé des points focaux, planification des activités, constitution de l'équipe-projet ;
DCSD	Appui technique	Disponibilité du coopérant et rôle dans le dispositif de suivi-exécution.
Tiers bénéficiaires de subvention : OSC, collectivités	Activités communautaires	Identification des bons acteurs pour mener les activités de sensibilisation, Capacité de gestion à évaluer en amont des conventions de subvention
Ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement Local	Dialogue politique et stratégique	Portage et mobilisation autour du projet ; Mise en place d'un plan de recrutements au sein de la DGSCGC, conformément à son plan stratégique (augmentation des effectifs alloués annuellement)

2.5 Hypothèses et risques critiques

La réussite du projet sera conditionnée, de façon non exhaustive, aux facteurs suivants :

- La mise en place d'une dynamique de recrutement actif en faveur des effectifs féminins et masculins de la Sécurité civile mauritanienne,
- Les efforts en matière de moyens dévolus à la DGSCGC à moyen terme (notamment en termes de budget dédié).
- Le maintien d'un niveau acceptable de sécurité, afin de permettre l'exécution des activités dans de bonnes conditions et des modalités d'intervention de la Sécurité Civile non entravées par le risque sécuritaire, même si le projet devra travailler à renforcer la résilience des acteurs de la protection civile dans un contexte de crises chroniques (cf. mission de la Sécurité civile « *en temps de paix comme en temps de crise ou de guerre* »);
- La disponibilité et la mise à disposition rapide des emprises foncières par l'Etat.

L'étude de faisabilité devra enrichir l'analyse des hypothèses et risques critiques du projet.

3. Objectifs et contenu de l'étude de faisabilité proposée

3.1 Objectifs de l'étude

Les objectifs généraux de cette étude sont de :

- (i) Conformément à l'approche de l'instrument Minka de prévention des conflits violents et de consolidation de la paix de l'AFD, effectuer une analyse de contexte sensible aux conflits et au genre dans les territoires concernés par le projet et notamment les zones les plus à risque (frontalières, accueil de déplacés forcés, de migrants) afin d'aligner la logique d'intervention du projet et ses activités (infrastructures, équipements, activités communautaires) sur les besoins des populations, en tenant compte de la perception des différents acteurs et en adoptant une approche « ne pas nuire »;
- (ii) Réaliser une analyse genre, pour identifier les enjeux et les opportunités en matière d'égalités entre les femmes et les hommes, en assurant la prise en compte de leurs besoins différenciés pour la conception et la mise en œuvre du projet ;
- (iii) Au regard de ces analyses, de la prise en compte des actions déjà engagées par la DGSCGC et/ou de ses partenaires sur certains territoires, et des capacités actuelles et projetées de la DGSCGC, confirmer, clarifier et adapter les objectifs et le ciblage géographique du projet en fonction de la vulnérabilité des territoires, de leur densité de population et de leur maillage; identifier les éléments clefs de la faisabilité du projet (activités, chiffrage, différentes options de mode opératoire, assistance technique nécessaire, etc.) et définir le coût associé à chaque activité (en particulier pour les infrastructures et équipements) tout en prenant en compte les différentes hypothèses budgétaires et d'accessibilité des emprises par la route en vue des travaux qui seront réalisés pour la construction des centres de secours ;
- (iv) Réaliser un diagnostic des besoins techniques ainsi que des coûts estimés relatifs à la mise en place d'un système de transmission efficace ;
- (v) Inclure dans la faisabilité du projet, une étude d'impacts environnementaux et sociaux en particulier sur les emprises des sites qui devront accueillir les nouveaux centres de secours afin d'identifier les impacts négatifs potentiels que le projet occasionnerait et d'en déterminer des mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser) ;
- (vi) Préparer et faciliter le lancement opérationnel du projet (plan de travail détaillé, gouvernance du projet, proposition de plan de passation de marchés, dimensionnement de l'équipe-projet, périmètre et contenu de l'assistance technique, tout autre sujet qui s'avérerait pertinent pour un démarrage rapide du projet.

De manière transversale, le prestataire devra porter une attention particulière sur :

- La faisabilité technique, financière, institutionnelle et juridique des activités proposées dans les TDR et le cas échéant en proposer d'autres qu'il pourra juger plus pertinentes ;
- Le besoin de recourir à un mode opératoire simple et qui tienne compte des capacités techniques, administratives et financières de la DGSCGC et d'un juste équilibre entre efficacité opérationnelle et renforcement capacitaire de la SC mauritanienne ;
- Les risques et les besoins de protection spécifiques des populations dans les zones les plus à risque (frontalières et/ou d'accueil de déplacés), et l'impératif d'adopter une démarche de sensibilité au conflit tout au long de l'étude de faisabilité, de la définition

de la logique d'intervention du projet à la configuration des modalités de mise en œuvre ;

- La prise en compte des enjeux d'inégalités de genre dans l'analyse du contexte et les éléments de faisabilité. L'ensemble des composantes de l'étude devra inclure une approche sensible au genre et des données désagrégées, de manière à prendre en compte les obstacles et défis spécifiques aux femmes dans le domaine de la Sécurité civile ainsi que les réponses inclusives qui peuvent être envisagées. Ce projet devra intégrer un objectif spécifique de réduction des inégalités de genre (projet portant une ambition marqueur OCDE CAD1 sur le genre) ;
- La possibilité de déléguer la maîtrise d'ouvrage de certaines composantes, sous-composantes ou activités à des tiers compétents, y compris des organisations de la société civile (en particulier dans le cadre de la composante 3 : SAMU, Watanuna / Croissant Rouge mauritanien ou autre OSC nationale, collectivités territoriales, etc.).

3.2 Etendue des services et tâches attendues du Prestataire

La prestation est envisagée en deux phases successives, décrites ci-après et décomposées par thématique. Ce phasage suggéré peut toutefois être revu par le Prestataire, qui peut proposer sa propre méthodologie.

3.2.1 Phase 1 : Diagnostic technique et contextuel et élaboration de la théorie du changement (40%)

Cette première phase donnera lieu à :

- *L'identification par le Prestataire de la logique d'intervention et du ciblage géographique du projet – le pourquoi - dans une logique de sensibilité au conflit et à la réduction des inégalités de genre ;*
- *La définition par le Prestataire d'un cadre logique préliminaire – proposition d'orientations pour le projet avec poids relatif des composantes – et indicateurs initiaux ;*
- *La remise d'un support intermédiaire, y compris de façon sommaire dans la rédaction (présentation PPT), permettant de disposer de tous les éléments clefs du projet (objectifs, composantes, modes opératoires possibles, etc.) ;*
- *La réalisation d'un atelier de validation des orientations proposées au terme de la première phase (en vue d'éventuels arbitrages quant à la logique d'intervention du projet et au poids de ses composantes).*

L'objectif de cette phase est de confirmer et/ou d'ajuster les orientations du projet au regard à la fois (i) de l'analyse des risques des régions dans lesquelles la construction de nouveaux CS a été priorisée par la DGSCGC (ii) de l'environnement juridique et institutionnel en matière d'organisation des secours, (iii) de la réalité opérationnelle de la SC mauritanienne sur la base d'un diagnostic de ses missions, de ses moyens et de ses capacités et (iv) d'une analyse de contexte sensible au conflit, (v) d'une analyse genre, permettant de faire convergence les objectifs de la DGSCGC avec les besoins et attentes des populations des territoires concernés.

Le Prestataire pourra s'appuyer entre autres sur i) le Plan stratégique pour le développement de la sécurité civile (2024-2027), et sur ii) la documentation transmise à cet effet au démarrage de sa prestation.

1.1 Analyse du cadre institutionnel de la gestion des risques en Mauritanie– estimation 5% du temps de travail total

- Analyse du cadre légal régissant la gestion des risques de catastrophes en Mauritanie (pertinence, actualité, besoins éventuels de modernisation) ;
- Analyse du rôle de chacun des acteurs et des mécanismes d'articulation permettant de garantir une gestion des risques et une réponse aux catastrophes efficace et coordonnée ;
- Analyse de la faisabilité du Plan stratégique pour le développement de la sécurité civile (2024-2027) ;
- Formulation de recommandations quant à l'évolution du cadre juridique et institutionnel.

1.2 Analyse des risques des régions à cibler par le projet – estimation 5% du temps de travail total

- Identifier et confirmer, sur la base de sources ouvertes et d'une enquête rapide de terrain, la nature des risques auxquels sont confrontées les populations des régions ciblées.
- Fournir une estimation de la part des risques liés au changement climatique dans les interventions de la Sécurité Civile dans le présent et dans le futur (inondations, feux non urbains et domestiques, etc.).
- Analyse des liens entre risques de catastrophes naturels ou liés au changement climatique et risques sociaux que ce soit en négatif (par exemple les inondations et les feux de brousse qui augmentent la pression sur les ressources naturelles qui entraînent des tensions entre les communautés sur l'accès à ses ressources) ou en positif (prévention des feux de brousse peut être une activité communautaire porteuse de lien social). Cette analyse pourra se focaliser sur les zones concentrant une forte vulnérabilité climatique et sociale (vallée du fleuve Sénégal, Hodh ech Chargui, Nouadhibou et Chami). Elle permettra de nourrir l'identification d'activités dans la composante 3.

1.3 Diagnostic du mandat, des missions et des moyens de la Sécurité Civile (DGSCGC) – estimation 10% temps de travail

- Diagnostic quantitatif et qualitatif rapide des activités de la DGSCGC : volume d'intervention mensuel, nature des risques couverts, capacités (humaine et matérielle) de la DGSCGC à répondre à ces besoins croissants, qualité et rapidité des interventions, disponibilité et suivi des procédures opérationnelles etc.
- Evaluation et/ou identification des outils techniques existants ou manquants (capacité réseau et sécurité, plateforme de réponse téléphonique, mécanismes de gestion des alertes, infrastructure de transmission entre le CNGC et les CCO, procédures en place, etc.) ;
- Analyse de la politique RH de la DGSCGC, des perspectives de recrutement pour les années à venir et des besoins de formation liés, du rôle des formations dans la politique d'avancement, et de l'inclusion du genre dans cette politique et perspective ;
- Analyse de la politique genre de la DGSCGC ;
- Analyse des dotations budgétaires de la DGSCGC ;
- Diagnostic rapide du maillage territorial (déploiement RH, état des infrastructures, pertinence des équipements à mettre en regard de l'étendue, de la densité et des risques présents sur les territoires) sur la base de l'existant et des prévisions du plan stratégique. Ce diagnostic pourra se pencher sur l'analyse plus détaillée d'un ou deux centres de secours jugés représentatifs.

Au final, proposer une analyse de l'adéquation entre missions, moyens financiers et moyens RH de la Sécurité civile mauritanienne et dégager le chemin critique en terme d'organisation de la DGSCGC, en co-construction avec celle-ci, pour les années à venir (priorisation entre recrutements, infrastructures et équipements) en se basant notamment sur les données quantitatives présentes dans le Plan stratégique de développement de la sécurité civile, et en approfondissant leur analyse. Il s'agit ici de faire ressortir, en face du séquençage de l'ensemble des activités du projet, les besoins en renforcement de la DGSCGC, tant en termes de personnel, qu'en revue de processus & procédures, conduite du changement, formations, etc. pour assurer le bon déploiement des directions régionales et des centres de secours et de la nouvelle infrastructure de transmission, soutenu par la mise en place des formations en lien avec la nouvelle école nationale de la sécurité civile.

1.4 Diagnostic du système de gestion des appels, des systèmes de transmission, et du dispositif d'alerte et de gestion des opérations – estimation du temps de travail 15%

- Evaluation des outils techniques nécessaires (salle de gestion opérationnelle, capacités des réseaux, outils numériques le cas échéant) ;
- Analyse rapide des procédures de gestion des appels et des opérations à mettre en place ;
- Analyse du fonctionnement du numéro 118 gratuit, de la pertinence d'envisager à terme une plateforme commune d'appel et de tri avec le SAMU et des moyens à anticiper pour ce faire ;
- Formulation de recommandations opérationnelles pour assurer le traitement de l'alerte et des opérations (niveau central dans un premier temps) à travers un système numérisé et interopérable (dimensionnement, estimation du coût, type de solution, maintenance etc.).

1.5 Analyse des besoins sensibles au contexte, au conflit et au genre – estimation temps de travail 5%

Ces éléments de diagnostics techniques doivent être complétés par une analyse de contexte sensible au conflit et au genre de façon à confronter les orientations du projet définies conjointement par la DGSCGC et le Groupe AFD aux attentes, besoins, dispositifs existants, notamment dans les zones les plus à risque.

Cette analyse devra notamment permettre :

- d'identifier l'impact en termes de Sécurité civile des phénomènes d'afflux de réfugié.es et de migrant.es sur le territoire mauritanien, principalement dans les régions du Hodh el Chargui, et dans les villes côtière de Nouadhibou, Chami, Tanit, N'Diogo et Nouakchott. Analyser comment ces phénomènes impactent le mandat de la DGSCGC dans les territoires concernés ;
- d'identifier les besoins spécifiques et différenciés entre les femmes et les hommes en matière de protection civile dans ces territoires exprimés par les différents acteurs (populations, dont spécificité réfugié.es/migrant.es, et collectivités territoriales) ;
- de comprendre comment la prévention des risques et la sensibilisation aux actions de Sécurité civile peut être un vecteur de cohésion sociale intercommunautaire, ainsi que la manière dont les communautés s'organisent pour prévenir et répondre à l'échelon des communes aux risques de catastrophes naturelles et autres enjeux de la Sécurité civile.

Exemples de questions clefs à prendre en compte :

1°/ Analyse des besoins de secours des différents groupes d'acteurs et maillage territorial

Quels sont les besoins de secours exprimés dans chacune des régions ciblées par les différents groupes socio-culturels/socio-économiques (femmes, jeunes, éleveurs, nomades, marchands, transporteurs routiers, déplacés forcés et communautés hôtes...) Il pourrait être intéressant de procéder à une cartographie des différents groupes et de leurs relations.

Quelle est la perception des différents groupes identifiés vis-à-vis de la Sécurité Civile ? La SC est-elle l'acteur vers lequel se tournent spontanément les populations, et si oui, quels groupes sollicitent ou ne sollicitent pas la PC ? Quel est le degré de connaissance des populations de la Sécurité Civile mauritanienne ou de ses auxiliaires ?

Au regard des besoins identifiés pour les différents groupes sociaux, qui seront les bénéficiaires finaux ciblés par les actions ? Quel(s) groupe(s) devra faire l'objet d'une attention particulière, afin de veiller à l'inclusion de tous à travers cette action ?

Les priorités identifiées par la DGSCGC correspondent-elles à celles exprimées par les différents groupes sociaux dans les localités concernées ? Les acteurs de la Sécurité Civile sont-ils jugés représentatifs de tous les groupes sociaux en présence ?

Comment aboutir à un maillage consensuel correspondant aux besoins réels des populations ?

De quelle manière les activités considérées contribuent-elles à la réduction des inégalités de genre ? Préviennent-elles les inégalités de genre ? Comment ?

Les activités considérées contribuent-elles à la paix et à la cohésion sociale ? à l'inclusion des personnes vulnérables ? à l'amélioration des enjeux liés au genre et à la jeunesse ? Les activités financées visent-elles le renforcement des facteurs de résilience et d'apaisement des tensions ?

2°/ Identification des risques liés au contexte / approche ne pas nuire

L'accès / la distribution de ces ressources peut-elle indiquer une préférence en faveur d'un groupe ? Est-on en capacité d'identifier qui tirera profit du projet - directement et indirectement ? Les activités légitiment-elles certains acteurs ou en délégitiment-elles certains qui risquent d'exprimer leur opposition ?

Quelles mesures de mitigation pourraient être mises en place face aux risques identifiés ?

Existe-il des risques spécifiques qui peuvent disproportionnellement impacter les femmes ou d'autres populations vulnérables ou marginalisées ?

3°/ Gestion de la sécurité

Quelle est la situation sécuritaire dans les zones du projet (prioritairement dans les zones frontalières avec le Mali) ? pour les bénéficiaires du projet ? Quel impact pour les modalités de mise en œuvre du projet ?

Quelle est la perception dans les zones frontalières vis-à-vis des financements d'origine française) ? Quel pourrait être l'effet de la connaissance du financement AFD sur la perception et la sécurité du projet et des bénéficiaires ? Quelles mesures de mitigation devront être envisagées le cas échéant (communication, affichage...) ?

Quel est l'état de l'accès sécuritaire dans ces zones frontalières ? Quelle est la posture actuelle des organisations/opérateurs pour préserver leur accès aux activités dans ces zones (acceptation locale, discrétion, etc.) ?

Quelles dispositions sécuritaires le projet doit-il envisager dans la conduite des différentes activités dans ces zones ? (ex : infrastructures, déploiement d'équipements, activités au profit des communautés...) Comment renforcer la résilience des acteurs de la Sécurité civile à une éventuelle dégradation du contexte sécuritaire ?

Cette analyse de contexte servira également de socle à la définition des activités à base communautaire de la composante 3 (sensibilisation, formation aux premiers secours, activités communautaires). L'étude identifiera les potentiels partenaires de mise en œuvre de ces activités, en tenant compte de la présence déjà effective de ces partenaires dans les zones ciblées, et de leur capacité d'accès et de gestion des risques.

Il est attendu du Prestataire de proposer une méthodologie participative sur ce volet, en garantissant une équité d'expression entre les différents groupes sociaux.

➔ Elaboration de la théorie du changement du projet

Sur la base des éléments des diagnostics opérationnels et contextuels, le Prestataire proposera la théorie du changement du projet et un cadre logique simplifié / provisoire. Les hypothèses seront exprimées sous la forme « si on mène telle activité, alors on aura tel effet ».

Identification des hypothèses sous-jacentes à l'atteinte des objectifs

- Indiquer les éléments du contexte (ou liés à d'autres interventions) dont dépend la conduite du projet ;
- En déduire les activités à mettre en œuvre pour renforcer les chances que ces hypothèses soient validées.

3.2.2 Phase 2 : Dispositif d'opérationnalisation, dimensionnement des activités, définition du coût et préparation au lancement (60%)

Après ajustement et validation des recommandations de la phase 1, le prestataire détaillera les aspects techniques, financiers et temporels pour la mise en œuvre de chacune des composantes. Cette seconde phase permettra ainsi de détailler les activités du projet, de proposer leur séquençage, de définir leur coût associé et d'identifier les différents préalables à leur mise en œuvre (y compris enjeux environnementaux et sociaux).

Cette seconde phase permettra donc :

- *L'établissement du budget détaillé du projet et son plan de financement (selon les options budgétaires énoncées plus haut) ;*
- *L'établissement du cadre logique détaillé final, avec indicateurs de suivi-évaluation associés désagregés ;*
- *Les caractéristiques techniques des solutions retenues pour les infrastructures (physiques et numériques) des composantes 1 et 2 ;*
- *L'identification des enjeux / activités préalables au démarrage du projet.*
- *La définition du mode opératoire du projet et sa gouvernance en tenant compte des deux options proposées plus haut ;*
- *L'identification des impacts négatifs potentiels du projet sur les plans environnemental et social et l'établissement de mesures ERC (éviter, réduire, compenser) ;*
- *La suggestion d'un dispositif de suivi-évaluation du projet ;*
- *La définition des besoins de renforcement des capacités (individuelles, organisationnelles et institutionnelles) des acteurs du projet.*

2.1 Renforcement du maillage territorial : dimensionnement des investissements et activités complémentaires – estimation temps de travail : 15%

- Identification des infrastructures (Directions régionales, centres de secours, Ecole Nationale de Sécurité Civile) à réaliser (construction, extension, réhabilitation) : dimensionnement, coût de l'infrastructure (en tenant compte de son inflation éventuelle compte tenu des délais d'instruction du projet et de préparation des marchés) ;
- Proposition d'un phasage dans la réalisation des infrastructures tenant compte de l'acuité des besoins, du risque sécuritaire éventuel selon les zones et de la levée des préalables au lancement des chantiers ;
- Détailler les caractéristiques techniques des infrastructures, pouvant permettre la constitution d'un avant-projet sommaire (APS) ; l'analyse devra aussi permettre des échanges spécifiques avec les femmes actuellement en postes pour comprendre leurs besoins/ problématiques à prendre en compte ;
- Identifier les équipements à acquérir pour chaque Direction régionale et centre de secours, et pour les plateaux techniques de l'Ecole Nationale de Sécurité Civile, selon leur dimensionnement et la nature des risques identifiés lors de la phase 1 ;
- Evaluer les coûts d'acquisition des équipements, et formuler des recommandations sur les modalités d'acheminement ;
- Evaluer la disponibilité et la qualification des ressources humaines formées ou à former pour occuper les nouveaux centres, ainsi que pour l'usage et la maintenance des équipements ;
- Identifier la disponibilité et la sécurisation (juridique et physique) du foncier associé aux futures infrastructures ;
- Dans le cas où la construction d'infrastructures ou d'équipements entraînerait le déplacement involontaire de population selon la NES n°5 de la Banque mondiale (ESF, 2018)⁷, identifier si des diligences nécessaires à leur réinstallation et/ou compensation sont prises en compte par les autorités ;
- Proposition d'un mode opératoire selon les 2 options indiquées dans la partie « mode opératoire ».

→ Proposer différents scénarii correspondants à des enveloppes budgétaires différentes, selon les priorités discutées au cours de l'étude) de façon à permettre à la DGSCGC et à l'AFD de rendre des arbitrages communs sur le maillage territorial.

2.2 SGA / SGO Identification et dimensionnement des activités - estimation du temps de travail 15%

- Sur la base du diagnostic réalisé en phase 1, proposer une stratégie et un dispositif de modernisation et numérisation des systèmes de transmission, et du traitement de l'alerte et de la gestion des opérations au niveau national.
 - o Préfiguration des solutions techniques (périmètre, interopérabilité, type d'équipement et/ou de logiciel, etc.) ;
 - o Préciser les infrastructures physiques à construire en capitale et dans les régions (réseaux, salles de réponses téléphonique, salle de gestion des opérations) et des équipements (notamment radio et informatiques) à mettre en place ;

⁷ Le déplacement involontaire de population peut temporaire ou permanent, physique et/ou économique. Il concerne aussi bien les personnes avec des droits formels que des personnes sans.

- Affiner et chiffrer le type d'interface numérique à acquérir dans le cadre du projet pour le SGA-SGO ;
- Proposer un dispositif RH adapté et inclusif, avec la définition des mesures nécessaires en accompagnement du changement, et un descriptif sommaire du périmètre des postes à créer / faire évoluer ;
- Identifier et préciser les besoins en formation associés à ces nouveaux outils ;
- Préfiguration des opérations et procédures, ainsi que des aspects fonctionnels du système.
- Définir un modèle économique pour ces systèmes, tenant compte de la prévision des coûts de maintenance et des opérations ;
- Définition d'un plan de travail détaillé et séquencé sur dimensions i) fonctionnelles, ii) techniques, iii) « chemin critique » sur travail juridique, budgétaire, métier.

Cet aspect requiert un travail de concertation important avec les services de la DGSCGC, y compris dans les régions, pour proposer un outil adapté, et les démarches, procédures et dispositifs humains à mettre en place pour son bon fonctionnement.

2.3 Définition des activités de la composante 3 – estimation du temps de travail 10%

- Identifier les activités de renforcement de capacité sur la gouvernance locale des risques (articulation DGSCGC / collectivités territoriales / société civile, etc.).
- Analyser les liens existants ou à construire entre la DGSCGC et les acteurs de la société civile engagés sur les enjeux de PC (Watanuna, Croissant rouge, brigades de volontaires, référents communautaires, etc.)
- Préciser, sur la base de l'analyse de contexte et de l'analyse genre, les activités communautaires à mettre en place en mixité ou non (sensibilisation aux risques (sociaux, environnementaux, etc.), formations aux premiers secours, kits d'urgence communautaires, etc.) en considérant l'exposition aux risques et les besoins différenciés des femmes, des hommes et des autres groupes de population identifiés ;
- Identifier les activités de prévention et de sensibilisation au mandat de la Sécurité Civile (journées portes ouvertes, formations premier secours, etc.) ;
- Identifier les actions de renforcement des capacités opérationnelles et techniques des auxiliaires de la SC (Croissant Rouge, brigades de volontaires etc.) ;
- Identifier dans quelle mesure les activités de protection civile menées par la société civile peuvent être un facteur d'amélioration de la cohésion sociale ;
- Préciser le mode opératoire de ces activités ;
- Identifier les activités prioritaires pouvant être lancées rapidement au démarrage du projet.

2.3 Préparation du lancement – estimation du temps de travail 20%

- Définition de la gouvernance du projet et du mode opératoire dans le cadre des deux options énoncées plus hauts (besoins concernant l'assistance à MOA, besoins en matière d'assistance technique), composition et attributions des organes de pilotage et de suivi du projet ;
- Formuler des recommandations sur les activités de la composante 3 susceptibles d'être déléguées à des tiers (ONG, établissements publics, etc.) ;
- Recommandations sur le dimensionnement de l'équipe-projet à déployer à Nouakchott et en région ;
- Formulation de recommandations sur la prise en compte du risque sécuritaire ;

- Dimensionnement et définition des rôles de l'assistance technique (résidente, perlée et court terme), en tenant compte des activités relevant de la coopération structurelle française pilotée par la DCSD et des activités déjà mises en œuvre par d'autres partenaires (coopération monégasque notamment) ; recommandations sur l'opportunité de valoriser l'expertise publique française en lien avec la thématique du projet ;
- Formuler des propositions relatives à la communication, à la fois du projet et dans le cadre des activités de la composante 3 ;
- Définition d'un plan de travail en vue du démarrage du projet (1^{er} semestre) ;
- Définition du chronogramme des activités ;
- Préparation d'une ébauche du Plan des principaux marchés à passer dans le cadre du projet ;
- Préparation d'un plan prévisionnel des décaissements annuels ;
- Proposition d'une analyse des risques, avec mesures de mitigation afférentes ;

Focus sur l'analyse des risques :

Les risques (sociaux - risques de conflit mais aussi de déplacement de population inclus-, environnementaux, institutionnels, sécuritaires, financiers) seront analysés et présentés selon les trois catégories suivantes :

Risques contextuels, sur lesquels l'AFD n'a pas de prise mais qui doivent être anticipés au maximum et peuvent être réduits sur le long terme grâce aux projets : déstabilisation politique, violences, dégradation du contexte économique, crise humanitaire, catastrophe naturelle, conflit sous-régional, afflux de déplacés forcés/migrants, etc. ;

Risques programmatiques, qui pourraient entraver l'atteinte des objectifs fixés : effets négatifs d'une intervention sur le contexte social et environnemental et les dynamiques de conflits, mode opératoire et de gouvernance du projet défaillants, difficulté de déplacements ou d'accès à certaines zones, mauvaise coordination ou tensions entre les partenaires de mise en œuvre et/ou avec l'AFD, etc. ;

Risques institutionnels, qui pèsent sur l'Agence et ses partenaires de mise en œuvre, et sur lesquels l'Agence a en principe un pouvoir de maîtrise important relativement aux catégories précédentes : risque fiduciaire, sécurité des personnels, risque juridique, risque d'image, etc.

De façon transversale, cette phase d'opérationnalisation sera l'occasion pour le Prestataire de vérifier la pertinence des activités avec le contexte, en lien avec la théorie du changement élaborée lors de la phase 1. Le Prestataire pourra également proposer un phasage des activités, de façon à articuler impact rapide et réalisations structurantes, en tenant compte des éléments de faisabilité techniques et sécuritaires.

3.3 Points d'attention particuliers

Dans le cadre des tâches décrites ci-dessus, le Prestataire est par ailleurs appelé à porter, de façon transversale et continue, une attention particulière aux enjeux suivants :

3.3.1 / Sensibilité au conflit et activités à démarrage rapide

Le projet pouvant être financé sur l'instrument Paix et résilience Minka de l'AFD⁸, le Prestataire devra porter tout au long de l'étude une attention particulière aux zones vulnérables aux conflits sociaux, et plus spécifiquement à ceux liés aux enjeux de Sécurité civile, qui irriguent l'ensemble de ces TDR. Cette sensibilité au conflit devra autant influencer la théorie du changement du projet que le séquençage des activités ou encore le mécanisme de suivi-évaluation.

L'identification d'activités à « démarrage rapide » (permettant la mise en œuvre de premières actions visibles pour les populations dans les 6 mois suivant l'octroi du projet), constitue un autre marqueur fort des projets financés par ledit instrument : en l'espèce, dans la mesure où les activités les plus emblématiques du projet nécessitent de passer par des études préalables et des appels d'offres importants (infrastructures et équipements), il est envisagé de démarrer le projet par des activités de la composante 3 (formation aux premiers secours, sensibilisation autour du mandat et des acteurs de Protection Civile), rapidement perceptibles par les populations.

Une attention particulière devra également être portée dans le projet aux territoires impactés par des déplacements forcés de populations (internes et transfrontaliers) et aux enjeux de genre (cf. ci-dessous).

Dans le cas où l'option 2 serait retenue pour le montage opérationnel, il est également possible d'envisager de l'achat d'équipements complémentaires dans des délais relativement courts, à la faveur des contrats-cadres conclus par Expertise France.

3.3.2 / Prise en compte des enjeux transversaux genre et climat :

L'étude de faisabilité permettra également d'approfondir la bonne prise en compte d'enjeux transversaux dans le cadre du projet, tels que l'égalité de genre, ou encore la résilience au changement climatique (prévention contre les feux de brousse, inondations, etc.) :

L'étude de faisabilité devra formuler des recommandations sur la **prise en compte du genre** dans le projet et la formulation d'un objectif spécifique dédié. Cet objectif dédié s'accompagnera d'indicateurs de résultats et de l'identification de mesures à mettre en œuvre dans le cadre du projet.

Au 1^{er} janvier 2024, la DGSCGC comptait 489 personnels (dont 103 femmes) répartis de la manière suivante :

- 38 officiers dont 2 femmes,
- 154 sous-officiers dont 40 femmes,
- 297 sapeurs dont 61 femmes.

Comme constaté lors des visites de terrain, l'infrastructure actuelle des centres de secours ne permet pas toujours d'accueillir des femmes sapeurs dans de bonnes conditions, ce qui représente un frein à leur mobilisation sur le terrain, en dépit de la pertinence de ce déploiement (entre autres pour prise en charge des victimes féminines).

⁸ [Initiative Minka Sahel | AFD - Agence Française de Développement](#)

L'étude devra produire une analyse des inégalités femmes-hommes dans ses diverses composantes. L'ensemble de la faisabilité s'attachera a minima sur la désagrégation des données collectées. Elle devra voir comment accompagner au mieux les efforts existants de la DGSCGC pour la féminisation de ses effectifs ainsi que pour la prise en compte des besoins et risques différenciés des femmes et des hommes dans ces approches en matière de prévention et de réponse aux crises. Ces recommandations devront se matérialiser sous la forme d'un plan d'action et/ou de recommandations plus globales à l'intention de la DGSCGC.

Le projet mettra en place **des activités de maîtrise des risques climatiques actuels et futurs** affectant la soutenabilité du projet. Il tentera également de maximiser l'atteinte de **co-bénéfices climat**, en particulier à travers une priorité affirmée vers l'équipement et la construction de centres de secours en capacité de répondre aux risques incendie et inondation, qui génèrent une large part des interventions de la DGSCGC, au-delà du seul secours routier.

L'étude de faisabilité devra ainsi formuler des propositions d'infrastructures et équipements résilients aux changements climatiques. Pour ce faire le consultant intégrera des éléments d'analyse des risques climatiques (actuels et futurs) dans les zones d'intervention du projet. L'analyse couvrira particulièrement les zones pour lesquels des constructions de bâtiments sont prévues. A cet effet, le Consultant s'appuiera dans un premier temps sur les données historiques et actuelles, sur les paramètres climatiques pertinents et des événements météorologiques extrêmes, ainsi que les projections climatiques (à partir des scénarios SSP2 4.5 et SSP5 8.5) disponibles dans chaque zone. Le Consultant pourra également faire appel aux bases de données internationales disponibles sur les catastrophes type EM-DAT, DesInventar etc.

Sur la base des analyses, le Consultant co-élaborera avec les partenaires les options d'adaptation techniques (choix des matériaux, orientation des bâtiments etc.) et non techniques en tenant compte des spécificités et contraintes de chaque région ou zone d'intervention du projet pour renforcer la résilience climatique du projet. Si des activités complémentaires doivent être envisagées pour assurer la bonne adaptation du projet et du territoire elles seront détaillées et estimées (y compris si elles engendrent des coûts supplémentaires). Ces éléments pourront directement être intégrés au cahier des charges des passations de marché.

Le consultant déterminera l'impact potentiel des activités envisagées par le projet aussi bien en matière d'atténuation que d'adaptation au changement climatique (sa capacité à contribuer à la résilience des populations). L'analyse soulignera notamment les facteurs de résilience qui seront renforcés par le projet. La mobilisation de l'outil « chaîne d'impact »⁹ pour expliciter le rôle du changement climatique dans ces contextes de crises permettra de nourrir la théorie du changement du projet en explicitant comment les activités prévues par le projet contribuent à la résilience climatique des populations.

Un bilan carbone du projet sera élaboré à l'aide de l'outil bilan carbone interne de l'AFD : Bilan carbone - Guide méthodologique et manuel d'utilisation | AFD - Agence Française de Développement. Avant d'entreprendre le calcul, le Consultant fera valider ses hypothèses par l'AFD.

⁹ <https://www.preventionweb.net/publication/vulnerability-sourcebook-and-climate-impact-chains-standardised-framework-climate>

3.3.3 / Pérennité et viabilité financière du projet

Le projet étant susceptible de comporter de nombreuses dépenses d'investissement en infrastructures et équipements, l'étude de faisabilité devra proposer un calcul relatif au « coût global de possession », devant permettre de confirmer la soutenabilité budgétaire du projet à long terme pour la DGSCGC. En effet, afin que les moyens budgétaires indispensables à l'entretien des infrastructures et équipements puissent être mobilisés par l'Etat, il convient d'en anticiper le plus en amont possible le montant et la durée.

Pour mémoire, le coût global de possession comprend aussi bien l'acquisition de l'équipement (en l'occurrence financé par l'AFD grâce aux fonds du projet), que les éventuels coûts associés d'installation, d'utilisation, de fonctionnement, de maintenance, de formation, de mise à niveau, de démantèlement voire de renouvellement pour ne pas entraîner une dégradation de la qualité de service dans le temps. Pour l'AFD, l'enjeu est que le projet issu de son financement soit correctement dimensionné et puisse avoir des impacts sur le temps long, sans compromettre les capacités d'investissement futures de la DGSCGC.

En conséquence, il est attendu du Prestataire de déterminer la viabilité financière du projet, en lien avec l'analyse des dotations budgétaires de la DGSCGC : calcul du coût global de possession des infrastructures et des équipements acquis à la faveur du projet, afin de valider un dimensionnement réaliste de celui-ci par rapport aux capacités financières de la DGSCGC à moyen terme.

Par ailleurs, et bien que la Sécurité Civile ne soit pas un objet économique en soi, une réflexion sur le coût du sauvé en Mauritanie pourrait être proposée par le Prestataire dans le cadre de l'étude de faisabilité, notamment pour justifier la « rentabilité » d'un recours partiel à un prêt souverain pour le financement du projet.

3.3.4 / Articulation avec les projets existants ou à venir

Le Prestataire sera amené à se rapprocher des équipes des partenaires techniques et financiers du secteur de la protection civile pré-identifiés dans les présents termes de référence, et de tout autre partenaire dont il viendrait à avoir connaissance dans le cadre de ses travaux sur la présente étude, afin de veiller à une bonne articulation du projet financé par l'AFD avec les initiatives déjà en cours en appui à la sécurité civile.

3.4 Composition de l'équipe et qualification demandées

Le Prestataire pourra répondre seul ou en consortium de façon à pouvoir intégrer les compétences nécessaires à la réalisation d'une étude de contexte sensible au conflit dans les régions orientales et septentrionales du pays. L'équipe devra allier des compétences internationales et locales, techniques et contextuelles.

Quel que soit le format retenu, l'équipe proposée devra être composée des compétences et connaissances de haut niveau suivantes :

- Expertise du secteur de la Sécurité civile, de la gestion des risques de catastrophes, et des impacts sociaux de ces catastrophes avec une expérience opérationnelle ;
- Expertise organisationnelle spécifique aux structures de gestion de crise et aux standards opérationnels associés ;

- Expertise en gestion, management et structuration de projet (y compris avec connaissance des procédures AFD et modalités de mise en œuvre par EF) ;
- Expertise en matière de formulation de projets en zone de crise et analyse de contexte (sensibilité au conflit, approche ne pas nuire, etc.) ;
- Expertise sur les questions d'inégalités de genre idéalement dans le domaine de la protection civile mais plus généralement dans la région et en contexte fragile ;
- Expertise en animation et facilitation de dynamiques de co-construction ;
- Expertise sur les risques environnementaux, sociaux ;
- Une bonne connaissance de la Mauritanie (connaissance de la langue, des spécificités culturelles et communautaires)
- Une bonne connaissance des spécificités des enjeux de l'organisation des secours en Mauritanie serait un plus.

Cette équipe devra comporter à certaines étapes de la prestation des compétences très techniques :

- Définition d'un système moderne de gestion des alertes et des opérations (compétences numériques indispensables) ;
- Spécificités techniques et estimation financière d'un plateau technique pour la formation aux métiers de la Sécurité civile ;
- Connaissance pointue des différents types d'équipements les plus adaptés au besoin identifié ;
- Expertise locale mauritanienne en matière de BTP pour l'évaluation des coûts des principaux ouvrages réalisés par le projet.
- Analyse des risques environnementaux et sociaux induits pour le projet proposé.

3.5 Méthodologie attendue

La méthodologie de l'étude combinera analyse documentaire, entretiens bilatéraux et ateliers participatifs. Dans son offre technique et financière, le Prestataire pourra proposer une méthodologie précise et adaptée à la problématique et au contexte présenté dans la partie contextuelle des présents TDR.

Parmi les points clés de la méthodologie à prendre en compte, le prestataire devra recourir à un mode de travail collaboratif tout au long de sa mission et sur chacune des tâches décrites ci-dessus, avec l'ensemble des acteurs concernés. En particulier, il est attendu du prestataire qu'il crée les conditions pour que :

- Le diagnostic soit mis en œuvre de manière participative et collective afin de favoriser le caractère inclusif de l'expression des besoins par toutes les parties prenantes concernées ;
- La stratégie et le cadre logique du projet soient bâtis dans une logique de co-construction avec les points focaux de la DGSCGC.

La méthodologie du prestataire devra également s'inscrire dans une logique de théorie du changement. Pourront être précisés dans les livrables de l'étude les changements qui doivent advenir afin d'atteindre la situation visée, ainsi que la stratégie d'accompagnement et d'appui la plus pertinente et efficace pour que ces évolutions se concrétisent.

Le prestataire, dans son approche, veillera enfin à s'appuyer sur les expériences bonnes ou mauvaises de plans de renforcement des capacités déjà mis en œuvre par les acteurs.

3.6 Rapports demandés et calendrier des livrables

La durée de la Prestation est estimée à environ 150 hommes-jours. Sa durée ne pourra excéder 12 semaines.

Il est attendu que les consultants se rendent en Mauritanie pour les phases 1 et 2, avec une capacité à se rendre dans les régions ciblées par le projet, y compris le cas échéant dans les parties orientales et septentrionales du pays.

Calendrier indicatif		
Etape	Description des travaux	Calendrier
0	Signature du contrat de prestation de service	T0
1	Préparation de la mission, analyse documentaire	T0 + 1 semaine
2	Démarrage de la mission à Nouakchott	T0 + 2 semaines
3	Phase 1 : rapport de diagnostic	T0 + 2 et 4 semaines
4	Organisation de l'atelier de validation	T0 + 5 semaines
5	Phase 2 : travaux techniques, y inclus nouvelle mission en Mauritanie et atelier de présentation des options et solutions techniques	T0 + 5 et 9 semaines
6	Version provisoire du rapport final	T0 + 10
7	Finalisation et validation des livrables techniques (rapport final)	T0 + 12

Le Rapport de diagnostic (sous forme de présentation PPT) inclura :

- L'analyse préalable du cadre de l'organisation des secours en Mauritanie et du fonctionnement de la DGSCGC ;
- L'analyse genre pour le projet ;
- L'identification des enjeux du projet (institutionnels, opérationnels, financiers, environnementaux et sociaux) et son cadre logique préliminaire ;
- Les priorités et justifications des orientations du projet sur la base des analyses réalisées ;
- Un budget préliminaire par composante et type de dépense ;
- Les recommandations au Groupe AFD et à la DGSCGC pour les prochaines étapes ;

Un atelier de validation des orientations sera organisé et animé par le Prestataire. Ses conclusions feront l'objet d'un relevé, transmis aux parties présentes. Les frais logistiques liés à cet atelier doivent être intégrés dans l'offre.

Le rapport final détaillera :

- Les composantes et sous composantes du programme (cadre logique affiné) ;
- Le mode opératoire du programme et sa gouvernance (sur la base de l'analyse comparative des avantages et inconvénients des 2 scénarios proposés) ;
- Les besoins de renforcement de capacités de la DGSCGC et des autres acteurs impliqués pour la mise en œuvre du projet et les propositions d'activités précises y correspondant, sous la forme, d'un plan de mobilisation d'une assistance technique (résidente, perlée et/ou court terme)
- Les recommandations techniques pour chacune des composantes ;

- Le budget détaillé du programme et son plan de financement (en proposant plusieurs options compte tenu de l'incertitude concernant le budget qui sera dédié au projet) ;
- Un plan de passation des marchés initial pour l'intégralité du programme ;
- Un plan de travail détaillé permettant de faciliter le lancement du projet ;
- Une proposition quant aux études d'impact ou un plan préliminaire de gestion des risques environnementaux et sociaux

La liste de ces documents / rubriques techniques pourra être complétée par le Prestataire dans son offre technique ou dans le rapport de diagnostic si nécessaire.

3.7 Points divers

Moyens mis à la disposition du Consultant

Il sera mis à la disposition du Prestataire au démarrage de la prestation une documentation non exhaustive devant lui faciliter la conduite de l'étude.

Il sera également mis à la disposition du Prestataire une liste non exhaustive des contacts des acteurs à rencontrer dans le cadre de la mission en Mauritanie, qui pourra être affinée avec la DGSCGC au cours de la prestation.

Les moyens logistiques (transport international et en Mauritanie, frais de communication, etc.) sont à la charge du Prestataire et devront être inclus dans l'offre financière.

Suivi de l'étude, transmission et validation des livrables

Le suivi de la Prestation sera effectué par l'AFD en lien avec la DCSD. Un suivi étroit sera également instauré avec la DGSCGC, en tant que bénéficiaire principal du projet, et acteur de la co-construction.

Les interlocuteurs de référence de l'AFD auront pour rôle de coordonner sur le plan opérationnel l'avancement de l'étude. Des points réguliers seront organisés entre ces interlocuteurs et le Prestataire en amont, pendant et en aval de la mission afin de faciliter son bon état d'avancement.

Les rapports et livrables seront transmis sous format électronique, adressés à :

- Hélène VIDON, Responsable de l'équipe-projet: Agence Française Française de Développement, 5 rue Roland Barthes, 75598 PARIS CEDEX 12, FRANCE – vidonh@afd.fr
- Ibrahima NIANG, Chargé de mission au sein de l'Agence de Nouakchott : nianqi@afd.fr

Sécurité

En raison du risque sécuritaire dans les zones orientale et septentrionale du pays où une partie de la prestation sera réalisée (zone rouge MEAE), les candidatures devront remplir les critères suivants :

- démontrer au moins une expérience de prestations en zone à risque sécuritaire similaire et fournir une preuve de mise en œuvre de mesures de sûreté (facture ou contrat avec prestataire sûreté, justificatifs de sensibilisation à la sûreté avant départ sur site, etc.).
- posséder des procédures internes de gestion de la sûreté : fournir la description du dispositif de veille et du dispositif de gestion des crises
- disposer d'un contrat d'assistance et, pour les collaborateurs étrangers, d'un contrat de rapatriement, et fournir les attestations les justifiant.
- décrire le processus standard de préparation au départ en mission dans des zones sensibles, et joindre des justificatifs de sa mise en œuvre (ordres de mission avec consignes associées, attestations d'actions de sensibilisation ou de formation, etc.).

Une candidature ne répondant pas à l'une de ces exigences sera écartée. Un budget dédié à la sécurité devra être prévu par le Prestataire.

Par ailleurs, le prestataire devra faire revoir son dispositif de sûreté par un bureau spécialisé désigné par l'AFD, qui formulera des recommandations sous 10 jours ouvrés. Ces recommandations sont strictement confidentielles et leur prise en compte ou non restera à l'appréciation du seul prestataire.